

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Jean-Marc Salmon
29 jours de révolution
Histoire du soulèvement tunisien
17 décembre 2010 – 14 janvier 2011
Les petits matins 2016

Avant-propos

J'ai interrogé plus de quatre-vingt-dix acteurs, dont les récits nous confrontent aux contingences de l'action politique. (...) Les slogans que je cite, sauf mention contraire, ont été rapportés par les interviewés. Leurs paroles sont consignées telles quelles, tout comme les repris de blogs et de comptes Facebook. Ils témoignent par leur rugosité de l'incertitude propre aux épisodes révolutionnaires.

L'enquête sur le premier jour à Sidi Bouzid s'organise autour des acteurs qui ont pris langue avec les chaînes de télévision étrangère. Il en ressort d'abord, dans le rassemblement qui suit l'immolation de Mohammed Bouazizi, la volonté d'opposants au régime de faire de son acte « un symbole politique » et non pas un geste privé. Il y a aussi leur volonté de faire connaître au monde leur rassemblement en se mettant en contact avec des journalistes d'Al-Jazira et de France 24 et en utilisant les dernières technologies de l'information. Ces opposants donnent d'emblée à l'évènement une portée « globale ». Ainsi, en quelques heures, les dispositifs sophistiqués de contrôle de l'information politique en Tunisie mis en place durant des années sont contournés.

Quand, le 3 janvier 2011, le soulèvement se propage de façon rhizomatique jusqu'à Thala, à quelque cent kilomètres au nord-ouest de Sidi Bouzid, l'investigation est centrée autour des jeunes du lycée Boucharaf et de chômeurs de longue durée ; enfin, à Sfax, autour de la direction régionale de l'UGTT, qui, de son propre chef, décide de mettre la métropole en grève le 12 janvier. Sfax montre la voie à la capitale en mobilisant des dizaines de milliers de ses habitants. Avec ce changement d'échelle de la rue, la chute de Ben Ali devient une issue crédible.

Mais, si je suis la ligne de crête du soulèvement, je n'oublie pas pour autant ses versants : il y a eu une multitude de rassemblements de sympathie dans les autres villes du pays et dans celles des expatriés. À coup sûr, ces sit-in et ces manifestations ont dispersé l'attention des systèmes répressifs du régime et encouragé ceux qui étaient en première ligne.

Les victimes par balle, souvent jeunes et de milieu populaire, sont des marqueurs pour l'analyse du mouvement. Il ya d'abord ceux de la fusillade de Menzel Bouzaïane, le jeudi 24 décembre 2010 ; il y a ensuite les tirs mortels à Thala puis à Kasserine, le 8 janvier 2011, avec une reprise des tueries dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, à Regueb le 9, et une poursuite à Kasserine les 9 et 10. Il y a enfin les villes de la côte, parmi lesquelles les cités populaires et périphériques, où s'était concentré l'exode rural de l'intérieur, ont payé un lourd tribut.

C'est un mouvement de périphéries qui se sont approchées des villes séculaires, tenues plus facilement par le pouvoir. Des allégeances au régime autoritaire ont été rompues à chaque étape. Des capacités d'initiative insoupçonnées des services de police ont émergé. Un mouvement sans direction nationale a pris l'ascendant ; il puisait dans des savoir-faire accumulés par des générations d'opposants qui avaient tissé des réseaux de syndicalistes, d'associatifs, de professionnels, de blogueurs. Les apprentissages informatiques dans la société ont permis aux gouvernés de tirer parti d'Internet et de déplacer le rapport de force technologique au profit de petits groupes et au détriment des puissants.

Dans la lignée inaugurée par la révolution française de 1789, les révolutionnaires du XX^e siècle attribuaient un rôle décisif aux écrits. Un des inédits des vingt-neuf jours de révolution tunisienne est l'absence de texte de référence, de doctrine.

Quand des mouvements sociaux émergent, la tentation est forte de raboter leurs originalités pour les faire entrer dans des cadres de pensée existants. Avec la Tunisie de 2010-2011, cette tendance au déni du neuf aura plus de mal, tant l'inédit a du tranchant.

Première partie L'underground des révoltes

Chapitre 1
Sur la toile, 1998-2010

En 2010, la Tunisie était un pays à la pointe en Afrique et dans le monde arabophone, à la fois pour la numérisation des communications et pour leur surveillance. (...) Chaque fois qu'Internet avait connu des avancées technologiques, le régime s'était doté de moyens de surveillance dernier cri pour ne pas être débordé.

En 1996, l'ouverture du réseau Internet au grand public s'accompagne de la concentration de toutes les liaisons avec l'étranger au sein de l'ATI (Agence tunisienne d'Internet), une entreprise dont l'État est un actionnaire majoritaire. (...) L'apparition d'un petit milieu de cyberdissidents en 1998 et d'une presse en ligne critique du régime entraîne un resserrement de la surveillance. (...) Entre les administrations des ministères des Télécommunications et de l'Intérieur, une « cyberpolice » est constituée. Vers 2002, elle dispose de techniques permettant d'espionner les communications.

Entre 2002 et janvier 2011, les interrogatoires de cyberdissidents et de cyberactivistes sont conduits au siège central, avenue Bourguiba, à Tunis, par des policiers sans compétence en matière d'informatique – à la surprise des interrogés. (...) Les cybercenseurs ont l'ambition de manipuler les sujets de discussion entre internautes (en insistant sur l'islamisme, par exemple) et de fermer les comptes qu'ils jugent les plus dangereux.

En 2007, les autorités de surveillance, sur ordre du palais présidentiel, bloquent les accès aux plates-formes d'échange (You Tube, Dailymotion, Flickr). La fermeture de Facebook en août 2008 est cependant levée après quelques semaines. (...) « La famille » détient déjà des intérêts importants parmi les opérateurs de télécoms et espèrent les étendre. De leur côté, les opérateurs de téléphonie mobile (Tunisian, Tunisie Télécom) souhaitent du gouvernement des modifications des protocoles techniques. Pour doper leurs profits, ils veulent importer les *business models* mis en œuvre en Europe et dans les pays du Golfe, développer le wifi et les capacités de leurs réseaux.

L'ATI fait appel à des entreprises étrangères pour développer des procédés d'intrusion sur les comptes Facebook, procédés qui seront opérationnels avant le soulèvement. (...) L'État tunisien devient pionnier. (...) La Tunisie devient peu à peu un terrain d'apprentissage pour des sociétés occidentales. En échange, le régime dispose de rabais importants. (...) Au total, à la veille de la révolution, la Tunisie dispose d'équipements à jour et sophistiqués pour la surveillance des communications, sur Internet comme en téléphonie mobile et fixe. De leur côté, la plupart des adolescents et des adultes possèdent un téléphone portable, neuf foyers sur dix ont une parabole et un sur dix un ordinateur.

Malgré l'ampleur et la sophistication des dispositifs de contrôle, la cyberdissidence a une longue histoire à Tunis. En janvier 1998, les dissidents connus sous les pseudonymes de Fœtus et Waterman créent une liste de diffusion qu'ils nomment Takriz, « un mot grossier qui, lorsqu'il est prononcé, signifie que toute tolérance est épuisée ». (...) Le collectif comprend alors une vingtaine de personnes, surtout des étudiants, les uns en Tunisie, les autres à l'étranger.

Cette effervescence marque un coup d'arrêt en juillet 2002 quand Zouhair Yahyaoui est arrêté ; Takriz est mis en sommeil et Réveil tunisien subsiste à l'étranger, malgré les cyberattaques qu'il subit. Zouhair Yahyaoui est emprisonné pendant dix-sept mois. Son oncle Mokhtar Yahyaoui, juge, est révoqué de ses fonctions le 29 décembre 2004 (...). Le 13 mars 2005, peu après sa libération, Zouhair Yahyaoui décède d'une crise cardiaque, imputée par ses proches aux séquelles des sévices dont il a été victime et d'une grève de la faim de quarante-deux jours qu'il a menée en prison pour défendre ses droits. (...) Son oncle s'exprime à son tour sur la Toile. Il crée Tunisia-watch.com : hébergé loin des censeurs (chez reporters sans frontières, à Paris), ce site deviendra un point de contact virtuel entre cyberdissidents et le milieu des blogueurs qui émerge à Tunis.

D'autres sites sont créés : Tunisnews (en 2000), basé en Suède et géré par des Suédois bénévoles, à l'initiative de réfugiés tunisiens aux penchants religieux ; Radio Kalima, basé en France mais codirigé depuis Tunis par Sihem Bensedrine, une journaliste ; et Global Voices Online, une communauté internationale de blogueurs basée aux États-Unis, qui intègre Sami Ben Gharbia et la blogueuse Lina Ben Mhenni.

L'intérêt présidentiel pour l'informatique conduit à la création d'écoles d'ingénieurs et d'instituts supérieurs des études technologiques (ISET). Dans ces milieux, les élèves peuvent avoir des échanges politiques avec l'UGET (Union générale des étudiants tunisiens) et techniques avec la communauté transnationale des logiciels libres. (...) À partir de 2005, la tolérance des autorités envers les boutiques Internet (les publinets) permet le développement de ces magasins où les gérants doivent apprivoiser la technicité de leur métier. À Sidi Bouzid, une ville de 45 000 habitants, il en existe ainsi une dizaine à la veille du soulèvement. Issam

Heni, un ancien élève d'une école de commerce de Tunis, qui en dirige une, se met à cette époque à bloguer et s'insère dans la blogosphère tunisienne.

Enfin, comme en Californie et dans le reste du monde, il y a des « fondus d'informatique », des hackers, des geeks qui peaufinent leurs talents sur le tas. Les cyberactivistes qui manquent de culture technique recourent à des moyens de contournement de la censure faciles à se procurer et à utiliser ; les communautés des logiciels libres ont mis en accès gratuit des logiciels comme des proxies, qui permettent de camoufler son identité informatique. (...) Une émulation naît de ces blogueurs se lisant les uns les autres, chacun cherchant à briller.

Un milieu est né, avec ses ruses et son savoir-faire, ses affinités, ses clans et ses ostracismes. À la faveur d'une réponse à un post ou d'un mail privé, des liens se tissent. Pour être virtuels, en sont-ils moins réels ? (...) Le harcèlement des blogueurs a-t-il été contre-productif ? Le caricaturiste masqué le soutient : « Quand la censure te tombe dessus, ou tu arrêtes, ou tu te radicalises. Ça devient une affaire personnelle. » Ainsi politise-t-on son blog, Debatunisie, fondé en 2008. (...) L'espace public que devient la blogosphère se construit en opposition à la censure. (...) Cette figure abstraite et invisible du censeur, les dissidents russes la prénommaient Anastasie au XX^e siècle ; les blogueurs tunisiens, au XXI^e siècle, la baptisent Ammar. (...) Nombreux sont ceux qui se dissimulent derrière un pseudonyme. (...) Lina Ben Mhenni et d'autres, au contraire, font d'emblée le choix de ne pas prétendre à un impossible anonymat.

Vers 2007, les blogueurs ne manquent pas la percée fulgurante du réseau social Facebook. À la différence de la blogosphère, cet espace public que chacun peut parcourir – pour autant que la censure le permette –, la cooptation en tant qu'« ami » est requise pour recevoir automatiquement des publications. (...) Il suffit d'un clic pour basculer un texte ou une image sur son « mur » Facebook. (...) Dans un pays de 10 millions d'habitants, enfants compris, à l'automne 2009, on compte déjà plus de 800 000 facebookers – 1 200 000 en 2010, dont 42 % sont des femmes.

La palette des visions du monde et de la Tunisie que ces espaces reflètent est tout aussi large, de la religion à la vie quotidienne. Sans oublier les sites dissidents, auxquels on accède à l'aide d'un proxy pour contourner les mécanismes de la censure.

Skander Ben Hamda découvre ces cyberunivers en commençant à utiliser Internet en 2006, alors qu'il est un lycéen de 12 ans. (...) Il dévore des blogs, censurés à l'occasion pour deux lignes, mais qui pour le reste chantent les louanges du Président ; il comprendra plus tard que ces blogs étaient des pièges animés par des jeunes du parti de Ben Ali ou des cyberpoliciers.

Bientôt un buzz agite la blogosphère. Takriz, un groupe anonyme que l'on croyait disparu avec la préhistoire de la cyberdissidence, émerge de sa léthargie avec des mots chocs : « TAKRIZ le TYREX du Net tunisien s'est réveillé... L'animal a bien été programmé pour viser dans son collimateur tous les virus et parasites, ces censeurs qui nous polluent la vie en Tunisie... On étouffe ! On étouffe ! De nos 12 ans sur le Net, on en a vécu 10 censurés par le gouvernement tunisien. On n'en peut plus, on déchaîne le Tyrex pour qu'il aille les chasser et nous venge. » (...) Les anciens étudiants ont noué des liens avec des jeunes de quartiers populaires qui, au sortir des matchs de football, provoquent la police.

« Honnêtement, assurent-ils quelques mois plus tard, nous ne sommes que des produits malformés sortis de la machine de la dictature, des assoiffés de liberté qui ne veulent pas de thune, ni de gloire (...). » Le logo de Takriz, une molécule, devient sous les yeux de Skander le noyau de la révolution. Il les contacte via un faux compte, sous un pseudo, et entame un voyage initiatique dans la clandestinité. Les responsables de Tariz ont tiré les leçons du passé et pris la mesure de la sophistication de la « cyberpolice » ; ils disposent d'un « serveur SILC de communication crypté et de relais d'anonymisation TOR ».

À Tunis, un groupe fermé se constitue sur Google et décide d'une manifestation contre la personnification caricaturale de la censure. (...) dans leur appel, ils précisent : « Elle sera pacifiste... Nous vous prions de ne pas ramener de drapeaux ou de musique qui pourraient donner un sens politique ou religieux à la manifestation. » Slim Amamou, un geek avec de bons contacts internationaux, et un autre blogueur ? Yassine Ayari, un ingénieur informaticien, auxquels se joint finalement Lina Ben Mhenni, déposent une demande d'autorisation pour le 22 mai 2010.

La veille de la manifestation, la police arrête Slim Amamou et Yassine Ayari pour leur imposer d'annuler l'action. Signe de leur détermination à agir, les autres, avec Lina Ben Mhenni, se rabattent sur « un plan B » qui « avait en fait déjà été lancé trois jours plus tôt par d'autres blogueurs (en concertation avec le groupe de Nhar « la 3ammar) (...) : s'afficher sur les terrasses de l'avenue Bourguiba en arborant un tee-shirt blanc (en référence à la couleur des écrans censurés ou encore des blogs en grève le 25 décembre). (...) Lina Ben Mhenni y voit, *a posteriori*, un évènement déclencheur : « On ne l'a pas assez dit : la révolution tunisienne a basculé le 22 mai 2010 ».

Brutalement, un évènement venu d'ailleurs lézarde la représentation du régime. dans les câbles diplomatiques confidentiels américains révélés par WikiLeaks, un site web connu pour publier des documents confidentiels, les éléments concernant la Tunisie sont riches d'enseignement. La famille de la femme du président Ben Ali, Leila Trabelsi ? « Une quasi-mafia. » Le régime ? « Sclérosé... » (...) Des proches de Nawaat.org s'emploient alors à traduire les câbles en arabe et en français pour les mettre en ligne sur Tunileaks, le 27 novembre 2010. (...) Jusqu'alors, on entendait des ragots parcellaires » ajoute Ali Saidane, mais désormais, la puissance « tentaculaire » de la famille Trabelsi est sur toutes les langues ou presque.

Dans les milieux cultivés, on a déjà pris la mesure des pratiques kleptocratiques grâce au livre *La Régente de Carthage*, de Nicolas Beau et Catherine Graciet. Sa diffusion est interdite en Tunisie, mais d'anciens militants rompus à la clandestinité à l'époque de Bourguiba, comme Hechmi Ben Frej, ont rapporté des exemplaires de Paris cachés dans leurs bagages. (...) le peu d'estime des diplomates américains envers le président Ben Ali transparait dans ces télégrammes diplomatiques. L'image patiemment construite d'une Tunisie modernisatrice bien vue à Washington se trouble. (...) Il s'avère soudain bien moins soutenu qu'il n'y paraissait.

Vingt jours plus tard, la confrontation commence, non pas dans les rues de la capitale, mais dans celles de Sidi Bouzid, une ville excentrée, à une centaine de kilomètres du bassin des mines de phosphate.

Les revendications des chômeurs titulaires d'un titre universitaire sont à l'origine de l'évènement déclencheur. Cette nouvelle catégorie a émergé quand d'anciens syndicalistes étudiants de l'UGET ont créé une Union des diplômés chômeurs (UDC) en mai 2006. (...) Un déséquilibre est apparu quand la dizaine de milliers d'étudiants qu'il y avait sous Bourguiba est passée à des centaines de milliers sous Ben Ali. L'offre dépasse alors les créations d'emploi de cadres. En 2007, un chômeur sur cinq a un titre universitaire (contre un sur huit en 2005).

Les lycéens de « la Tunisie de l'intérieur », quand ils se détournent des universités de Gafsa et de Jendouba, se rendent sur la côte pour poursuivre leurs études. (...) leur origine sociale est en moyenne plus populaire et ils maîtrisent moins bien les codes culturels facilitant l'accès aux postes de cadres : leur accent peut être un sujet de moqueries, leurs villes natales sont souvent méconnues, etc. Aussi, leurs études terminées, un nombre grandissant d'étudiants reviennent chez leurs parents.

La Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), organisme public et seule grande entreprise de la région, mène, depuis le plan d'ajustement structurel de 1986 (sur les recommandations du FMI), une réduction drastique de ses salariés. Ils sont passés de 14 000 à la fin des années 1980 à 5853 en 2006. Le passage d'une extraction par des puits de fond à une exploitation à ciel ouvert, avec la mécanisation qu'elle autorise, a permis cette réduction des trois quarts des effectifs. (...) le choix des candidats donne prise à des suspicions de clientélisme au profit du parti RCD et de ses affidés syndicaux, qui tiennent des postes à responsabilité au sein de l'UGTT de Gafsa.

La révolte du bassin minier est remarquable par son répertoire d'actions. Elle a repris des formes d'action « mouvementistes » qui avaient émergé dans les mouvements des travailleuses du textile du Sahel en 2002-2003, avec « des sit-in, des grèves de la faim », souligne Abderrahmane Hedhili, porte-parole du Comité de soutien aux habitants du bassin minier de Gafsa. (...) « En fait, tout le monde critique le maire et le gouverneur et même Ben Ali, en évoquant surtout l'enrichissement extrême de ses gendres ainsi que des membres de sa famille et de ses proches en général. »

Comment expliquer l'ampleur des contestations – un semestre de luttes ? Faut-il la mettre sur le compte d'une large assise sociale ? Les salariés de la Compagnie des phosphates de Gafsa se sont tenus à l'écart, leurs rémunérations étant plus de quatre fois supérieures au salaire minimum. Selon les chercheurs Larbi Choikha et Vincent Geisser, « une sociologie "fine" des émeutiers du bassin minier révèle la prédominance des membres des classes populaires, des diplômés au chômage, des anciens salariés prolétarisés, des femmes seules avec enfants (veuves de mineurs) », auxquels s'ajoutent occasionnellement des commerçants et des personnels de la fonction publique excédés des exactions des forces de répression.

« La police de Ben Ali a défoncé les portes des maisons, terrorisant, agressant et humiliant les habitants, et a pillé leurs biens. Les commerces n'ont pas été épargnés. » À la fin juin, alors que le mouvement s'éteint, la section de Gafsa de la Ligue tunisienne des droits de l'homme recense cent cinquante interpellations. (...) Abderrahmane Hedhili, un syndicaliste enseignant, mesure alors la distance qui sépare les politiques des syndicalistes et des activistes : « Le mouvement social n'avait pas de programme politique et l'opposition n'avait pas de racines dans le mouvement. »

Le mouvement syndical est fondé sur des syndicats de base. Ceux-ci sont affiliés à des syndicats de branche – dans ce cas, celui des mines – et à une union locale – ici celle de Redeyef, qui regroupe les structures de la ville. Au-dessus, dans chaque gouvernorat (en l'occurrence Gafsa), il y a des bureaux des syndicats de branche et une union régionale dirigée par un secrétaire général. Au sommet, enfin, se trouve la direction nationale.

La faiblesse du soutien à la révolte dans la capitale s'explique-t-elle par l'attitude de la direction nationale de l'UGTT ? Celle-ci s'est contentée de soutenir les préoccupations de l'union régionale de Gafsa, dont le secrétaire général, Amara Abbassi, député RCD, avait son mot à dire dans les embauches de la CPG. Le leader syndical de la contestation à Redeyef, Adnane Haji, décrit ainsi les lignes de partage : « En 2008, la bataille avait lieu entre l'union régionale de Gafsa, la fédération des mines d'un côté, et les syndicalistes de Redeyef de l'autre côté. L'union régionale était l'acteur qui avait confisqué le droit des habitants au travail, à la liberté, à la dignité. Tu peux dire que la région a subi une triple offensive de la part du pouvoir, de la direction de la CPG et de l'union régionale de Gafsa. » Sami Tahri, alors secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire, ajoute que « la peur régnait dans tout le pays, le régime était encore soudé et la direction de l'UGTT était contre le mouvement ». (...) Au procès du 11 décembre 2008, trente-huit accusés sont jugés ; quatre syndicalistes et trois diplômés chômeurs, les figures emblématiques de la révolte, écopent de dix ans de prison.

Confrontée à ce raidissement sur sa gauche, la direction centrale de l'UGTT a décidé, le 3 décembre, la réintégration syndicale de Adnane Hajji. L'instituteur, devenu une figure symbolique du mouvement à Redeyef, avait été suspendu, dès mars, avant que la répression ne se durcisse, de ses mandats syndicaux par l'union régionale de Gafsa, où le parti présidentiel avait ses entrées. Après les procès, des dirigeants de l'UGTT adressent des demandes au palais présidentiel pour la libération des condamnés, laquelle sera acquise pour tous onze mois plus tard.

Chapitre 3

Regueb, Sidi Bouzid, 26 juin – 15 juillet 2010

Le recensement colonial de 1949 fournit des statistiques de la colonisation agricole autour de Sidi Bouzid : l'agriculture mécanisée était assurée par quinze Européens sur 18700 hectares et trois Tunisiens sur 2070 hectares, « mais 7700 petits fellahs, sur 190 000 hectares, n'avaient aucun tracteur ». Au fil des héritages, les petites propriétés se sont morcelées à un point tel qu'elles n'assuraient plus la subsistance familiale, et la précarité sociale s'est étendue.

Le virage vers le libéralisme dans les années 1970 a redonné de la force au processus de polarisation sociale. (...) La création du gouvernorat a contribué en tout cas à la création d'infrastructures urbaines à Sidi Bouzid – un hôpital, trois lycées et des services administratifs du gouvernorat. (...) Le gouvernorat a perdu de son attractivité à partir du milieu des années 1990. De 1994 à 2009, le solde migratoire est devenu négatif (environ – 60 000).

Comme ailleurs en Tunisie, les courants politiques interdits étaient tenus à la discrétion. La plupart des activistes salafistes restaient emprisonnés alors que les islamistes d'Ennahdha avaient été progressivement relâchés, surtout après 2000. À Sidi Bouzid,

l'expression politique restait l'apanage des partis légaux. La plupart étaient dans l'orbite du régime. Pour les élections des députés, ils cherchaient à présenter des candidats alors que les résultats étaient par avance acquis au RCD. Il y avait enfin les partis indépendants et autorisés car ne disposant pas d'une assise électorale menaçante pour le régime : le FDTL (Forum démocratique pour le travail et les libertés), fondé en 1994 et légalisé en 2002, et le PDP (Parti démocrate progressiste), créé en 1983 par Ahmed Néjib Chebbi et légal depuis 1988. À Sidi Bouzid, il avait été créé par un professeur de philosophie, Attia Athmouni.

À Sidi Bouzid, deux années avant le soulèvement, on a pris l'habitude de se rassembler devant le gouvernorat ; très exactement depuis le dimanche 20 novembre 2008. Ce matin-là, une poignée de nouveaux adhérents du PDP, une petite organisation jalouse de son indépendance, organise un sit-in pour Wahid Brahmi, un militant de leur parti à la sensibilité religieuse. Ses parents sont originaires d'une bourgade voisine, Hichria. Wahid a 24 ans quand il est arrêté pour diffusion de tracts, le 15 février 2007, en sortant de l'université de Gafsa où il étudiait le français et militait à l'UGET. Il est alors « soumis pendant cinq jours à toute sorte de tortures sadiques » avant d'être jugé par deux fois en l'absence d'avocat. Il doit mener une grève de la faim de trente-sept jours pour recevoir la première visite de son père. Il en conduit encore une autre de vingt-sept jours afin d'être examiné par un ORL pour les séquelles des tortures qu'il a subies.

Ils ont pris soin de ne pas prévenir les Tunisois, au cas où on aurait voulu les dissuader de tant de zèle. Ils se savent plus radicaux que la direction nationale. (...) Fondé en 1983, le PDP était autorisé depuis 1988 et constituait l'un des rares partis à être indépendant du pouvoir, avec le Forum démocratique pour le travail et les libertés, les deux organisations ne recevant pas de financement public. Le PDP était enraciné à Sidi Bouzid autour d'un professeur de philosophie, Attia Athmouni, et disposait d'un journal, *Al Maoukif*, dont le régime n'hésitait pas à saisir les numéros à l'occasion.

Lassad Bouazizi avait le prestige de ceux qui ont fait de la prison. En 1994, étudiant en droit à Sousse, il militait avec son cousin Ali à l'UGET et avait soutenu des revendications politiques (et d'autres plus syndicales : pour des transports en commun moins chers, pour défendre les accès au resto U). Il l'avait payé de six mois de prison, ce qui le mettait sur liste noire et rendait pratiquement impossible sa réinscription à l'université. (...) Avec quelques proches, ils adhèrent au PDP avec l'intention de « transformer la façon d'organiser des événements » et de donner au parti un style plus confrontationnel. (...) Leur premier coup d'éclat, le 20 novembre 2008, consiste à renouer avec le principe des rassemblements devant le gouvernorat, malgré les réserves du fondateur du PDP à Sidi Bouzid, Attia Athmouni. Ils se photographient avec leurs pancartes avant que la police ne les éloigne. Un quart d'heure plus tard, au café où ils fêtent leur premier « événement », Ali et Lassad Bouazizi, Abou Ayachi, Hedi Khelifi et Abdelkader Nisiri sont arrêtés.

Les policiers leur laissent leurs téléphones portables et Ali Bouazizi parvient à joindre le fondateur du PDP à Tunis, Ahmed Néjib Chebbi. Ils découvrent alors la puissance d'Al-Jazira quand Maya Jribi, qui dirige alors le parti, fait une déclaration sur la chaîne qatarie : en réaction, les autorités de Tunis renoncent à donner suite aux poursuites (pour tapage dans le café où ils n'avaient pu payer leurs consommations... et pour cause !)

Au sein de l'UGTT de Sidi Bouzid, dont le secrétaire général est député du parti présidentiel – à chaque scrutin, le RCD prend soin de faire élire une poignée de syndicalistes à la chambre des députés.

Le dimanche 15 juillet 2010 vers 10 heures, en face du gouvernorat, de nombreux passants interrompent leurs activités pour observer, de l'autre côté de l'avenue Bourguiba, quelques fellahs se rassembler contre la spoliation de leurs terres. Ils sont accompagnés, pour beaucoup, de leur épouse et de leurs enfants, de familles qui leur sont apparentées, de quelques responsables de la LTDH et du PDP, ainsi que d'opposants faisant partie de l'UGTT. Parmi eux, Slimane Rouissi se démène comme responsable du comité de soutien à ces fellahs. Il harangue la petite foule – une bonne centaine de personnes, peut-être deux cents – qui l'applaudit. (...) Ali Bouazi prend des photos. (...) Vers 11 heures, la police s'impatiente et les manifestants partent en cortège avant de revenir vers le gouvernorat autour de midi. Les forces de l'ordre les dispersent avec suffisamment de violence pour les inciter à la fuite ; une des tantes de Mohamed Bouazizi trébuche et, bousculée peut-être par un policier – ce qui n'est pas un acte anodin à Sidi Bouzid -, s'évanouit.

Slimane Rouissi approche « les Observateurs » à France 24, une équipe de journalistes du site Internet de la chaîne. (...) Un mois plus tard, le gouverneur est remplacé. Les discussions reprennent entre deux des fellahs et le nouveau propriétaire. Ce dernier est disposé à revendre à Salah Bouazizi la terre pour 155 000 dinars tunisiens, ce qui représente une plus-value d'environ 30 000 dinars ; la BNA peut accorder un nouveau prêt pour couvrir l'opération . Mais, avant que le compromis de vente soit signé, la ville se soulève.

Deuxième partie

Sidi Bouzid : le surgissement de la révolte

Chapitre 4

(vendredi) 17 décembre 2010

Mohamed Bouazizi est né à Sidi Bouzid le 27 mai 1984 dans la cité Ennour. Taïeb et Mannoubia, ses parents, s'étaient mariés en 1979 et avaient continué d'habiter la maison familiale du hameau de Garaât Bennour. Comme bien d'autres, ils avaient rejoint la ville de Sidi Bouzid, à une vingtaine de kilomètres, pour des raisons économiques. Ils s'étaient établis dans la cité Ennour comme tant d'autres de leur clan. Le sol de la commune appartenant pour l'essentiel à l'État et à la municipalité, en squattant ces terrains, les migrants des campagnes se donnaient une capacité de résistance contre l'administration en s'agglomérant selon les fractions auxquelles ils appartenaient.

Mannoubia a appris à travailler la toison des ovins, à préparer la laine et à tisser. En ville, c'est ainsi qu'elle gagne de l'argent. Taïeb, son mari, comme bien d'autres, part régulièrement travailler au loin pour quelques mois (souvent à Tripoli comme maçon). Ils vivent à leur façon la transition d'une société pastorale à une société citadine, dans une petite ville qui approche les 10 000 habitants.

La vie est difficile. Son père meurt d'une crise cardiaque à Tripoli le 28 février 1989, un peu avant ses cinq ans. Alors, dans la famille, on cesse de le prénommer Tarak ; dorénavant, il est Mohamed. Salem, son frère aîné, l'entraîne tous les matins avant l'aube au grand marché de gros, où ils glanent les fruits et légumes pas assez présentables pour la vente. (...) En grandissant, il diversifie ses activités et apprend les cultures maraîchères dans le potager de Salah Bouazizi, un de ses deux oncles paternels. L'autre, Amar, épouse sa mère après un an de veuvage – une ancestrale tradition bédouine. Mais la santé d'Amar se dégrade

et, au fil de sa vie, Tarak-Mohamed Bouazizi est indispensable à la maisonnée : sa sœur Leïla et les quatre enfants (deux garçons, deux filles) que Mannoubia a de son second mari.

Il refuse de payer la redevance de 20 dinars des vendeurs itinérants et emprunte facilement pour se procurer sa marchandise – il a la réputation d’être honnête. (...) Il est par ailleurs dans l’attente que l’oncle Salah récupère ses terres – après les négociations avec l’acquéreur, le compromis doit être signé le lundi 20 décembre.

Le vendredi 17 décembre 2010, sur l’avenue Bourguiba, la grande artère de Sidi Bouzid, Mohamed Bouazizi a installé la charrette qu’il tire de ses bras chaque matin sur deux kilomètres et qui lui sert d’étal près de la station de taxis – un bon endroit pour vendre. Non loin du gouvernorat, il travaille ainsi à la merci des représentants de la loi. Vend-il ses légumes à la sauvette ? Pas tout à fait, on ne l’interpelle pas à chaque fois. Mais trop souvent, sans doute ; les jours précédents, il a dû quitter les lieux. Ce vendredi, vers 11h30, il refuse de partir et s’énerve quand la même policière que les fois précédentes (Fayda Hamdi, 46 ans) s’empare de la balance avec laquelle il pèse ses produits alors que ses collègues saisissent la marchandise. Pour combien y en a-t-il : 100 dinars, comme l’affirmera la municipalité, ou 450, comme l’évaluera son frère aîné ?

La police l’avait-elle à l’œil depuis qu’il avait manifesté le 15 juillet précédent aux côtés de son oncle lors de la manifestation des agriculteurs spoliés de Regueb ? se demande Slimane Rouissi. (...) Pour rétablir la situation et récupérer sa balance, il cherche une oreille plus compatissante auprès de la municipalité, d’où on le renvoie. Il se dirige alors vers le gouvernorat. Un policier lui refuse l’entrée par trois fois. « À un moment, il a dit, je crois, “personne ne m’entend ici”, et il s’est dirigé vers le petit magasin à l’angle », raconte un témoin. Il achète du diluant avant de revenir devant le gouvernorat. Il récite la Shahada, la profession de foi musulmane, avant de s’asperger et de faire jaillir une flamme.

Était-ce un simulacre ? Cherchait-il à gagner la faveur des policiers de faction pour pouvoir plaider sa cause auprès d’un fonctionnaire ? Pour le syndicaliste enseignant Slimane Rouissi, ses intentions étaient ambiguës et son geste aurait dérapé. Le feu prend. Il se transforme bientôt en une torche humaine.

En Tunisie, les immolations – peut-être deux cents par an – représentent un peu le suicide du pauvre ; il est facile et bon marché de se procurer une bouteille d’essence ou de diluant. Déjà, « en 1998, une équipe de médecins hospitaliers relevait la fréquence en Tunisie du recours à la “technique d’autocrémation à la manière des bonzes”. Elle interprétait le phénomène en termes “de refus, de révolte, de contestation”, de la part de jeunes adultes sans profession ou d’ouvriers non qualifiés ayant des conditions de vie difficiles ».

À cent mètres de la scène, dans la pharmacie où il travaille comme préparateur, Salah Bouazizi apprend qu’un homme s’est immolé. Il appelle des amis et des opposants au régime qui l’ont aidé dans sa lutte pour reprendre sa terre. (...) Salah Bouazizi prévient aussi Slimane Rouissi, qui avait présidé le comité de soutien au sit-in et qui est attablé au café Samarkand à ce moment-là. De leur côté, des syndicalistes de l’UGTT arrivent sur le lieu de l’immolation depuis leur local, situé à cinquante mètres du gouvernorat. Ils suivent l’ambulance rouge jusqu’à l’hôpital et interviennent pour que Mohamed soit transféré à celui de Sfax, équipé pour accueillir des brûlés au troisième degré. Parmi ces militants, Attia Athmouni, professeur de philosophie au lycée mixte, par ailleurs membre du bureau politique du Parti démocrate progressiste à Tunis – qu’il prévient rapidement.

Quand Salah Bouazizi se rend sur le lieu de l'immolation, où des passants sont rassemblés, il découvre qu'il s'agit de son neveu. (...) L'affaire prend une dimension émotionnelle importante tant le sit-in de Regueb a rapproché le professeur Rouissi du fellah Bouazizi. L'enseignant prévient par téléphone des syndicalistes de gauche, des militants des droits de l'homme et des blogueurs de sa connaissance : « Un paysan a brûlé. »

Outre Slimane Rouissi, se retrouvent devant le gouvernorat maître Khaled Aouainia, un avocat aux opinions panarabes, et Ali Bouazizi, accompagné de son cousin Lassad. Ces derniers ont prévenu leurs amis, mais aussi des opposants de la capitale. De son côté, vers 13h30, l'oncle de l'immolé appelle Zouhaier Makhoulf, le correspondant d'Assablonline.net à Tunis, qui s'était intéressé à son sit-in des fellahs spoliés six mois plus tôt. Le petit attroupement se maintient au gré des arrivées des membres de la famille de Mohamed Bouazizi.

Vers 14 heures, devant le gouvernorat, ils sont une petite vingtaine. C'est alors que Lassad, en habitué des sit-in (y compris à Sidi Bouzid), lance aux quelques adhérents du PDP : « Il ne faut pas quitter la place, sinon les gens vont rentrer chez eux. On ne bouge plus d'ici. » Le rassemblement tiendra jusqu'à la tombée de la nuit. Vers 15 ou 16 heures, cent vingt personnes, peut-être cent cinquante, ont rejoint le rassemblement : la « grande famille », venue de Garaât Bennour – peut-être une trentaine de parents ; des amis et des copains de Mohamed Bouazizi, pour beaucoup de la cité Ennour, où il habite ; des curieux ; des syndicalistes, parmi lesquels certains ont suivi l'ambulance jusqu'à l'hôpital, rejoints par Ali Zarii, un responsable régional aux sympathies baasistes ; Attia Athmouni, le leader local du PDP, et des militants de son parti, dont le secrétaire général de la région, Mahmoud Ghoulani ; et peut-être une trentaine d'opposants au régime, qui ne s'affichent pas tous en tant que tels. Le docteur Bouderbala Nsiri, dont le cabinet jouxte la pharmacie située en face du lieu de l'altercation, est présent. (...) Comme beaucoup, en réaction contre le régime autoritaire et despotique, il accorde de plus en plus d'importance aux droits de l'homme. (...) Autour de lui, on parle fort.

« Avec son téléphone, un policier politique film tout le monde deux fois, en un aller-retour ». Ils filment ce lieu de parole où la douleur le dispute à la colère. « Ça a choqué la conscience individuelle et collective », se souvient le docteur Nsiri, « ce jeune marchand de légumes qui va consciemment acheter un litre de diluant ». On se répète qu'il s'est présenté à la municipalité, qui l'a renvoyé vers les bureaux du gouverneur, où il a été éconduit plusieurs fois, aggravant l'humiliation du solliciteur. Quand trois des tantes de l'immolé arrivent en hurlant, « ça donne de la chaleur, de l'émotion. On bouscule la grille du gouvernorat », se remémore le docteur Nsiri. Une demi-douzaine de jeunes réussissent à l'escalader sous les encouragements de la petite foule ; on ne veut pas les recevoir, mais ils se feront recevoir.

À Sidi Bouzid, le choc émotionnel suscité par l'immolation pousse à un rassemblement. L'acte est courageux, la précédente tentative de se rassembler devant le gouvernorat, le 15 juillet, contre la spoliation des terres de Regueb ayant été dispersée violemment. Et nombre de participants, en ce 17 décembre, y ont pris part cinq mois plus tôt. Ce qui les fait surmonter la crainte des matraques de la police, c'est une grande colère. Le fait d'être rassemblés leur donne de la force, même s'ils ne sont pas très nombreux au début. mais des marchands ambulants côtoient des enseignants, des fellahs s'adressent à des professions libérales, des jeunes chômeurs discutent avec des commerçants.

Les militants, les opposants présents avalisent la rumeur qui veut que Mohamed Bouazizi ait été giflé par la policière. « La scène d'un homme battu par une femme, qui plus est protégée par son statut officiel, constitue un renversement intolérable d'une prérogative masculine traditionnelle, toujours prégnante ». « L'honneur tribal n'est point une survivance. Il s'érige sur le socle des solidarités familiales et se manifeste par une revendication d'égalité indifférente au niveau de revenu et au patrimoine des familles : "Je suis pauvre, mais tu n'as pas le droit de m'humilier ou de me maltraiter." »

« Se faire gifler par une femme, en pleine rue, ça l'a brûlé à l'intérieur. Chez nous, les Hamama, ce n'est pas acceptable », confiera sa mère. Pragmatique, une part des militants joue de ce ressort traditionnel pour disjoindre un peu plus les liens d'allégeance envers le représentant régional du régime. Interrogé, Slimane Rouissi en convient : « Dans une région d'agriculteurs un peu machistes, on a provoqué pour les amener contre le régime. »

Le docteur Nsiri a dû s'absenter un moment pour rejoindre son cabinet, à une cinquantaine de mètres de l'avenue. Quand il revient, il entend pour la première fois le mot d'ordre qui deviendra célèbre : « L'emploi est un droit, bande de voleurs ! » Le droit au travail a déjà été un slogan central lors de la révolte du bassin minier, mais, dans le contexte des révélations de Wikileaks sur la kleptocratie d'État, ajouter « bande de voleurs » politise le message : « il fallait du courage, de l'audace ; j'étais ému. »

Mais comment (cette revendication) est-elle reçue par ceux qui ne partagent pas cette culture ouvrière dans une ville aussi peu industrialisée (il y a seulement deux ateliers de confection textile employant plusieurs centaines de jeunes femmes et trois usines de conditionnement de tomates sur le déclin) ? On entendra, deux jours plus tard, dans une manifestation : « Ils ne veulent pas qu'on travaille mais qu'on vole. Pourquoi tu ne le laissais pas travailler avec son chariot, le pauvre (Bouazizi) ? » Ce slogan « L'emploi est un droit, bande de voleurs ! », certains l'entendent comme le droit de Mohamed Bouazizi d'user de la rue, une aire collective, pour travailler. Peut-on y déceler un écho de l'époque où la tribu, avec ses terres indivises, était un espace de travail ? L'époque où l'on accordait, selon le droit musulman, l'usage de la terre en jachère à celui qui la travaillait, qui la rendait « vivante » ?

Les éloges de l'immolé scandent les prises de parole. De la foule, sur une vidéo, on entend : « Vous voyez comment des diplômés de l'enseignement supérieur sont obligés de travailler au marché ! » On embellit son passé scolaire : lui qui a dû arrêter ses études, on en fait un étudiant, on déplore « son échec au Capes à deux reprises » (...) « Il a été massacré à l'oral ». (...) Slimane Rouissi en convient : « Mohamed Bouazizi, diplômé de la faculté ? On a provoqué pour amener les chômeurs diplômés contre le régime ! » Il y en a tant à Sidi Bouzid que, lors de la création de leur organisation, l'UDC, une des premières antennes régionales a été fondée dans cette ville.

Cette assignation sociale de l'immolé ne débouche pas sur des revendications pour un accès plus équitable à la terre. Cependant, on peut se demander si la perte de la propriété par son oncle Salah a conduit au drame du 17 décembre : « pourquoi il s'est brûlé ? parce que cette terre était enlevée », soutient un proche. Slimane Rouissi le désigne comme un fellah, mais pour d'autres Mohamed Bouazizi est « un enfant du marché ». peut-être ne faut-il pas opposer radicalement ces deux qualificatifs, mais plutôt y voir un indice supplémentaire de l'interpénétration du rural et de l'urbain à Sidi Bouzid.

Pendant les prises de parole, des opposants murmurent entre eux qu'il faut trouver les numéros de téléphone d'Al-Jazira et de France 24. Le secrétaire régional du PDP, Mahmoud Ghozlani, s'écarte un moment et prend sur lui d'appeler le standard parisien de France 24. (...) En fin d'après-midi, Zouhaier Makhoulf, le correspondant à Tunis d'Assabonline.net, arrive enfin à Sidi Bouzid. (...) À deux pas de sa supérette, dans un petit bureau, Wael Laifi tient commerce de déblocage de téléphones et de montage de vidéos. Il arrondit ses fins de mois en filmant des mariages et sait bidouiller sur Internet. Ali Bouazizi a rapporté 5 minutes 24 d'images tournées par séquences, la première au départ de l'ambulance et la dernière à la nuit tombée, pour attester de la durée du rassemblement. Il demande à Wael de les monter pendant qu'il écrit son commentaire. Ali Bouazizi aime raconter qu'il avait ouvert « un compte Facebook en octobre. Les gens s'amusaient de moi. Ça a été une aide de Dieu ». À 18h57, il poste la vidéo sur son compte. Il la titre : « Les gens manifestent car il n'y a pas assez de travail. Après l'immolation d'un concitoyen devant le gouvernorat suite aux difficultés subies de la part de gens de l'administration qui l'ont privé du droit de travailler. » La vidéo sera partagée par trente-quatre personnes, dont Slimane Rouissi et l'avocate Imen Triki à Tunis, une figure de l'association Liberté et Équité.

Après 19 heures, Zouhaier Makhoulf rejoint Ali Bouazizi. Le correspondant d'Assabonline.net a un contact avec un journaliste tunisien à Doha chez Al-Jazira, Nouredine Aouididi, qui lui demande un support : « Je lui ai donné le lien pour qu'il le diffuse. Puis ils m'ont appelé pour donner une interview (...) Un peu plus tard, le portable sonne : une journaliste d'Al-Jazira vérifie qu'Ali Bouazizi est bien décidé à s'exposer. Il acquiesce, tout en cherchant à se protéger d'éventuelles représailles policières : « J'ai accepté de passer en direct non pas comme un leader du mouvement mais comme un témoin de la scène, en donnant mon identité de responsable médias du PDP et en faisant porter la responsabilité (de l'évènement) au pouvoir. »

Près de Paris, un autre journaliste, Taoufik Mjaied, trente-trois ans de métier et rédacteur en chef à France 24, dépouille les dépêches d'agence quand l'une d'entre elles attire son attention : un rassemblement à Sidi Bouzid après une immolation. En tant que tunisien, il a le même réflexe que son confrère à Doha : une centaine de personnes rassemblées, c'est un évènement. Le système de contrôle généralisé de la société tunisienne dissuade en effet tout rassemblement. (...) Taoufik Mjaied cherche des images pour la nuit et son premier réflexe est de descendre sur le plateau des « Observateurs », un magazine hebdomadaire de la chaîne qui diffuse des vidéos circulant sur Internet. (...) « Vous avez quelqu'un à Sidi Bouzid ? » Slimane Rouissi est dans leur base de données depuis qu'il les a contactés pour la manifestation des agriculteurs spoliés de Regueb. (...) Il décroche (...) Mahmoud Ghozlani, le secrétaire général du PDP est interviewé par téléphone. Questionné par la présentatrice de France 24, il décrit Mohamed Bouazizi comme titulaire « de diplômes (d'études) supérieures (...) obligé de vendre des légumes ». Dans la même veine, sur Al-Jazira, Ali Bouazizi le présente comme « un chômeur diplômé » tandis que ses images défilent à l'écran.

Chapitre 5

Sidi Bouzid, 18-19 décembre 2010

« La nuit, les autorités ont senti que l'acte aurait des conséquences », se souvient le député Touhami Heni, le secrétaire général de l'UGTT à Sidi Bouzid. (...) Certains, comme maître Aouainia, un avocat aux opinions pararabes, quittent discrètement leur maison, au besoin en escaladant un mur mitoyen, pour participer à des réunions affinitaires. La plupart

cherchent à assumer leurs responsabilités sans trop se faire repérer. On se souvient que, les autres fois, la répression dans le bassin minier a ciblé ceux qui se sont affichés comme responsables.

Attia Athmouni, le leader régional du PDP, approche des responsables du PUP (Parti de l'unité populaire), du MDS (Mouvement des démocrates socialistes) et de l'UDU (Union démocratique unioniste), des partis qui servent de vernis pluraliste à l'État-parti.

Le samedi, dans la matinée, l'indétermination est levée en deux temps. D'abord, on a confirmation du potentiel de mobilisation : une foule plus nombreuse (peut-être deux cents ou trois cents personnes) converge à partir de 9 heures vers le gouvernorat. Sur une vidéo, on entend : « Le travail est un droit, bande de voleurs ! » À ceux de la veille se sont joints des proches. « Tous se connaissaient », se souvient Ali Bouazizi, « la chose la plus importante était de briser la barrière de la peur et qu'ils prennent confiance en eux. » La mère de Mohamed Bouazizi est là. Le commerçant film ouvertement : « Ça donne du courage aux gens pour parler ! »

Parmi les orateurs qui haranguent la foule, maître Aouinia se distingue. Il fait bien sentir qu'il n'est pas d'humeur à négocier et sonne la charge contre la corruption des administrations locales : « Ce message est pour vous, monsieur le gouverneur. Écoutez-moi également, vous autres unités de lutte contre le terrorisme : nous voulons une vie digne. Sidi Bouzid vit au-dessous du degré zéro de la pauvreté, ceci ne peut pas continuer, ni d'ailleurs la corruption généralisée à l'hôpital, au tribunal, au sein même de l'administration du gouvernorat, dans les travaux publics. »

Les aléas du calendrier fournissent (...) une caisse de résonance au mouvement qui cherche à prendre forme. « C'était le jour du souk », rappelle Issam Heni, un gérant de publinet qui a rejoint le rassemblement de la veille sur le tard, « les gens qui habitent en zone rurale venaient pour le marché. Ils étaient en colère. Dans chaque famille, il y a un diplômé chômeur, un frère, une sœur. Tout le monde était à bout de nerfs. » Mais, parmi les curieux, il y a aussi quelques partisans de Ben Ali encartés au RCD : on aperçoit même un député. On les approche pour les tester : « On voulait négocier pour les anciens étudiants au chômage avec les responsables régionaux », se souvient le docteur Nsiri. Mais, en face, il n'y a aucune volonté de dialoguer.

Cette fois, le pouvoir central n'a nullement l'intention de jouer sur l'usure du mouvement avant de l'écraser ; d'autres choix ont été faits. De nouvelles forces de police arrivent de Gafsa, accompagnées d'éléments militaires. De Tunis, un haut responsable du ministère de l'Intérieur est en route. Autour de midi, la situation se tend. Des jeunes veulent escalader le portail du gouvernorat. « Des adultes demandent avec politesse aux manifestants de s'écarter des portes », raconte le docteur Nsiri, « les jeunes ont reculé, mais à ce moment les policiers ont commencé à lancer des lacrymogènes. » Des manifestants ripostent avec des pierres. La confrontation vient de commencer. Elle va durer vingt-huit jours.

Les forces de police dégagent les abords des bureaux du gouverneur mais, des deux côtés de l'avenue Bourguiba, des manifestants, parfois encapuchonnés, installent des lignes de débris sur la chaussée, qu'ils enflamment à l'occasion, pour délimiter la frontière avec « eux ».

À Sidi Bouzid, qui est l'un des deux gouvernorats où le parti présidentiel revendique la meilleure implantation (proportionnellement à la population), le ressentiment à l'égard du RCD se révèle être à la hauteur de son influence passée. Des manifestants jettent des pierres sur le siège du parti, s'emparent d'une voiture du RCD qu'ils utilisent comme un trophée pour parader en ville (...) mettent le feu à la voiture et tentent de brûler des fourgons de police. « Ils ne touchaient pas aux pompiers et à leurs véhicules. Ils faisaient la différence entre les biens publics et les appareils de répression. Ils attaquaient des lieux symboliques. Moi, un ancien de l'UGET et des groupes marxistes-léninistes, j'avais accumulé tant de déceptions (...). On était allés vers le désespoir. On n'attendait rien des jeunes. Et soudain, on trouvait un trésor de révolte qui éclatait avec toute sa violence. Je ne croyais pas qu'il y avait chez eux tant de haine, tant de refus ! J'en ai eu les larmes aux yeux ! » confie le docteur Nsiri. Des échos de cette reconnexion inter-générationnelle, j'en entendrai tout au long de mon enquête, jusqu'à Tunis, où un avocat, Mokhtar Trifi, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), me tiendra des propos similaires.

Dehors, à la nuit tombée, la police a dégagé la grande artère. Les manifestants, en se repliant vers leurs cités, découvrent alors qu'ils ont l'avantage de connaître le terrain. Dans cette ville au développement rapide, seuls les grands axes sont goudronnés ; dans l'entrelacs des autres rues, il suffit de se baisser pour trouver des pierres, et les nouveaux lotissements jouxtent des terrains vagues. « Les jeunes des quartiers essayaient d'entraîner les policiers vers les ruelles qu'ils ne connaissaient pas. »

Tandis que les affrontements se poursuivent tardivement dans les quartiers populaires, dans l'odeur âcre des pneus qui brûlent, le transfert des vidéos de la rue sur Facebook est en marche. Dès l'après-midi, des jeunes sont simultanément « reporters, cadres, commentateurs et acteurs », résume a posteriori, depuis Tunis, le blogueur Ali Saidane. (...) Parmi eux, il y a le gérant d'un publinet, Issam Heni, qui est revenu à Sidi Bouzid après des études de commerce à Tunis. (...) Ce 18 décembre, c'est donc à Issam Heni de devenir un photjournaliste de fortune. La veille, prévenu par un SMS, il a rejoint le rassemblement devant le gouvernorat à la nuit tombée. Ce samedi 18, dès 10 heures, il a retrouvé les manifestants et pris quelques bonnes photos des affrontements ;

Autre aléa du calendrier, les universités de la côte viennent en effet d'interrompre leurs cours pour les vacances d'hiver et la population estudiantine est en train de rejoindre les foyers familiaux. Karim Salhi poursuit ses études d'anesthésiste-réanimateur à Tunis. Quand, la veille, il a appris l'immolation par ses parents et amis, il a décidé de quitter Tunis tôt le matin, vers 6 heures, pour rejoindre le rassemblement.

La boucle médiatique qui a commencé la veille se remet en route après ces nouveaux affrontements. Dans « La Moisson maghrébine », diffusée par Al-Jazira vers 21 heures, on voit quelques-unes des images tournées par Ali Bouazizi – celles qui mettent plus l'accent sur les rassemblements que sur les affrontements – tandis qu'un journaliste, Habib Ghribi, interviewe Ali Zarii, le responsable régional de l'UGTT, aux pendants panarabes. (...) Maître Aouainia affirme que ces diffusions télévisées les ont « aidés à s'adresser aux autres habitants de Sidi Bouzid », à leur faire connaître le petit rassemblement, et les ont « encouragés à continuer ». Cette combinaison du numérique à l'échelle globale et de l'action locale dans la rue – une hybridation « glocale » - sera caractéristique du soulèvement.

« Le régime, terrorisé par la contagion, a bouclé la zone et a carrément bloqué Internet à Sidi Bouzid pour éviter la propagation de vidéos montrant des affrontements avec les forces de l'ordre. »

À Sidi Bouzid, ce dimanche 19 au matin, une réunion pour un « comité des citoyens et des victimes de la marginalisation » se tient au café Samarkand, non loin du gouvernorat. Outre les activistes du PDP proches d'Ali Bouazizi et le secrétaire général, Mahmoud Ghozlani, s'y retrouvent des responsables syndicaux de base panarabes (à commencer par Slimane Rouissi), des marxisants, quelques membres de professions libérales (dont maître Aouainia et le docteur Mohamed Habib Gammoudi, qui appartient au bureau de la LTDH à Sidi Bouzid), l'universitaire Amor Zaafouri, mais aussi des fellahs aux terres spoliées (dont Salah Bouazizi) et des jeunes chômeurs. L'orientation institutionnelle proposée par le comité de suivi et de soutien créé la veille par des responsables politiques et des militants syndicaux de leur convient pas.

On fait la liste des missions urgentes : « Le suivi des dossiers des jeunes victimes et des jeunes arrêtés », « le développement économique et l'encadrement du mouvement ». Ali Bouazizi évoque sommairement ses relations avec un journaliste d'Al-Jazira. Il ne dit mot de ce qui facilite ses communications discrètes avec Al-Jazira : un nouveau compte Facebook qu'il vient d'ouvrir et dont les seuls « amis » sont Nouredine Aouididi à Doha et son voisin Wael Laifi, chez qui il se connecte et dont l'adresse IP est ignorée par son fournisseur d'accès. Une fois cette question du « blocus médiatique » réglée, on se concentre sur l'extension du mouvement, en gardant les leçons du soulèvement du bassin minier en tête.

Pour le déploiement temporel, on retient les conseils d'un syndicaliste de Ben Guerdane qui vient d'appeler Slimane Rouissi depuis cette ville du Sud qui a été le siège de manifestations importantes l'été précédent. Il affirme que, en attaquant les forces de l'ordre vingt-quatre heures sur vingt-quatre, on peut les épuiser. Or d'importants renforts de police arrivent en ville ; on encouragera donc les jeunes à généraliser les affrontements nocturnes et les plus âgés à poursuivre les manifestations diurnes.

Vers 11 heures, ils quittent la terrasse du café, déterminés, formant un cortège qui s'élargit rapidement (...) scandant : « nous tenons à la libération des prisonniers (arrêtés la veille) ». Ce mot d'ordre offre un objectif concret et unificateur à des manifestants et des sympathisants aux appartenances sociales hétérogènes. Aux abords du gouvernorat, les renforts de police envoyés de Sousse, Tunis, Sfax, Tozeur, Gabès, Béja et Zaghuan sont en place.

Slimane Rouissi sur le compte Facebook « Nous sommes tous Bouazizi » (...) fait part de la réunion du matin, il affiche la liste des membres du comité. En quelques heures, dix-sept personnes répondent « j'aime » (une dizaine n'étant pas de la ville). (...) Un débat sur la conduite du mouvement émerge. Houcine Jawadi en appelle à la raison : « Le comité a été créé pour mettre le doigt sur le mal et pour le guérir sur des bases sensées et sans violence. » À quoi Fadel Zouhair répond : « Je serai dans les confrontations qui seront les plus sanglantes. » (...) « Nous espérons que les membres du comité restent près des malheurs des gens, défenseurs des droits et raisonnables dans leurs demandes », souhaite Mohamed Goumani, tandis que Mohamed Moumni salue « tous les jeunes qui se révoltent à Sidi Bouzid ». (...) Une sensibilité plus religieuse s'exprime avec Achour Anis : « L'un s'immole, l'autre appelle à la raison. De toute façon, que Dieu vienne en aide à celui qui fait un effort noble ! » (...) De la ville voisine de Menzel Bouzaïane, un professeur d'arabe, Mohamed

Fadhel, un ancien responsable syndical de l'enseignement secondaire, ramène la discussion aux enjeux discutés à la réunion du matin : « Il faut que le mouvement s'étale et se répercute dans les régions défavorisées de la Tunisie ! »

L'intensification des affrontements en ville inquiète le gouverneur. Il reçoit les membres de l'autre comité, le plus institutionnalisé, le Comité de soutien et de suivi de la population de Sidi Bouzid. Il acquiesce à leur demande de libération des personnes emprisonnées. Mais, en le quittant, les militants restent dans le doute.

Dans « La Moisson maghrébine » du dimanche 19 décembre en soirée, la présentatrice rappelle qu'un « jeune diplômé au chômage s'est immolé pour protester car on l'avait empêché de vendre des fruits et des légumes (...) Parmi les nouvelles réactions, le parti opposant CPR, dirigé par Moncef Marzouki, en exil en France, a appelé à lancer une grève nationale de la faim lundi. Le mouvement Ennahdha, dirigé par Rached Ghannouchi, en exil à Londres, a mis en garde contre les répercussions de ces événements et a appelé à un dialogue national sur la crise sociale et politique qui s'aggrave. Le Parti communiste des ouvriers tunisiens, interdit, a mis en cause le pouvoir, qui impose ce qu'il appelle "le fait accompli". »

Chapitre 6

Menzel Bouzaïane, Regueb, 20-26 décembre 2010

Le mouvement a franchi un premier seuil avec son élargissement aux quartiers de Sidi Bouzid. Aux yeux des militants, une deuxième extension aux villes voisines semble plus incertaine mais tout à fait indispensable. Des renforts policiers affluent, les trois lycées de la ville, inoccupés pendant les vacances scolaires, servant de cantonnement. Sidi Bouzid devient « une caserne policière ». (...) Le lundi 20 décembre, à l'aube, derrière le gouvernorat, le docteur Nisri comptabilise vingt autocars pouvant transporter cinquante agents et vingt-cinq véhicules d'une capacité de treize à dix-sept personnes. Le calcul est vite fait : dorénavant, les forces de l'ordre se chiffrent en milliers. Le mouvement risque-t-il d'être étouffé ? Les opposants, instruits par des décennies d'expérience, en sont persuadés. Pour éviter cela, pour pouvoir espérer des négociations locales, il faut que la contestation s'étende.

« Durant les cinq dernières années, (avant le soulèvement), il y a eu une grande bagarre entre les syndicalistes de la bureaucratie et les radicaux », raconte un ancien responsable local du syndicat des enseignants du second degré. Mohamed Fadhel. Il exerce comme professeur d'arabe au lycée de Menzel Bouzaïane et a fait ses études universitaires à Sousse, où il a découvert le militantisme à l'UGET et à Choalaa (l'Étincelle), un groupe marxiste-léniniste des années 1970-1980. Un de ses collègues, Abessalem Hidouri, professeur de philosophie aux opinions trotskistes, dresse un tableau analogue de l'UGTT, où s'opposent « une sensibilité radicale qui pousse aux luttes et une tendance bureaucratique aux compromis ». (...) « À Sidi Bouzid, les deux tendances étaient en conflit, la majorité suivant une ligne bureaucratique RCDiste. »

Cependant, les nationalistes progressistes et la gauche disposent de points de force dans l'appareil syndical. Ils sont très influents dans l'union locale de Regueb, une ville de 10 000 habitants au cœur de la région agricole qui produit des légumes primeurs. Ils dominent les instances régionales du syndicat de l'enseignement secondaire, sous la houlette de Ali Zarii. « IL veut être dans la bureaucratie pour lutter de l'intérieur », témoigne Abdessalem Hidouri.

À la tête de l'union régionale de l'UGTT, « les Azizi avaient imposé Touhami Heni », précise Youssef Salhi. En 2009, il est devenu député à la chambre, choisi par le parti présidentiel sans en être membre. Cependant, il se dit parfois « nationaliste » arabe, un penchant commun avec Ali Zarii. (...) L'originalité de la direction syndicale est posée. Au centre, ce responsable, Touhami Heni, qui vit ces journées « au carrefour des pressions, celles des autorités, celles de l'UGTT et celles des parents des manifestants arrêtés qui viennent pleurer ». Youssef Salhi le décrit comme « un médiateur, toujours au milieu ». C'est la posture qu'il conservera durant tout le mouvement, en se concertant quotidiennement avec Abdessalem Jrad, le numéro un de l'UGTT – souvent dans la nuit, quand les affrontements s'ssoufflent. Mais quand « la direction a demandé que les locaux de l'UGTT soient fermés à ceux qui organisaient des meetings et des manifestations, on les a ouverts à Sidi Bouzid, à Regueb, à Meknassy, et Touhami Heni a laissé faire. Il lui arrivait d'être absent à un meeting pour pouvoir dire à son président (Abdesalem Jrad) qu'il n'y était pas ! », se souvient Youssef Salhi.

L'UGTT à Tunis vient de sortir une brochure sur la situation socio-économique du gouvernorat de Sidi Bouzid. Les syndicalistes ont des propositions pour les diplômés chômeurs, ou en tout cas des pistes de travail pour le développement régional.

Est-ce que les villes voisines se solidarisent avec Sidi Bouzid ? Le lundi 20, quelques groupes s'affichent dans les rues de Jelma, de Mezzouna, d'Ouled Hafouz, et, à Meknassy, des affrontements éclatent avec la police. À Regueb, la direction locale de l'UGTT, autour de son secrétaire Naceur Zribi et de son adjoint, l'instituteur à la retraite Youssef Salhi, est sortie du local syndical avec une vingtaine de militants pour finir à une centaine de personnes devant la délégation du gouvernorat.

À quelques soixante-dix kilomètres, alors que les confrontations reprennent dans les quartiers de Sidi Bouzid à la nuit tombée, une « nocturne » s'improvise à Menzel Bouzaïane, une grosse bourgade de la basse steppe d'environ 8000 habitants, qui s'étale autour de la voie ferrée de Gafsa à Sfax. « On s'est appelés par téléphone et on a communiqué par Facebook », se souvient Safoin Bouaziz, un chômeur de 29 ans habitant à Menzel Bouzaïane. Ancien étudiant à Sousse, il avait gardé le contact, après avoir milité à l'UGET, avec des amis revenus à Sidi Bouzid. Dès l'immolation, ceux-ci l'ont prévenu « de l'agitation devant le gouvernorat ». De ses années au lycée technique de Sidi Bouzid, il a conservé un lien avec l'un de ses enseignants, Slimane Rouissi – « il me parlait comme à un adulte. J'étais sensible à ça » et avec d'autres opposants, comma maître Aouainia.

Vers 22 heures, ce lundi 20 décembre, ils se retrouvent à quelques dizaines devant la station Total de Menzel Bouzaïane, face au local de la police. « On brûle un pneu, on se regarde, on crie ! Il y a des gens fâchés avec la police depuis longtemps. Il ne s'agit pas d'autre chose. » Le responsable de l'UGTT, Abdessalem Hidouri, partage cette appréciation : « Ce sont des jeunes apolitiques, des opprimés, mais dont la famille est parfois au RCD, des victimes du vide culturel. En attaquant la police, ils se mettent en situation d'héroïsme. »

À coup sûr, il y a de l'émulation avec les jeunes de Sidi Bouzid, dont ils ont des échos – souvent au téléphone et parfois par Facebook. Le lendemain, mardi 21, comme la veille, Safoin Bouaziz – dont le père assume des responsabilités à la mairie – va à l'UGTT avec quelques copains pour avoir des nouvelles. Mais l'union locale est partagée entre son secrétaire général et les radicaux ; il n'y aura pas de manifestation syndicale. Se Sidi Bouzid,

Slimane Rouissi (...) insiste : « Il ne faut pas s'arrêter, il faut continuer ! » On se prépare donc à une nouvelle « nocturne ». (...) Tout l'après-midi, les gens s'organisent avec des chats sur Facebook et des mots-clés par téléphone – « on va jouer au ballon cette nuit ». Les petits groupes, qui se retrouvent au café, ont transmis l'information à des proches à la campagne. À partir de 20 heures, des centaines de jeunes entrent en action : dans les petites cités des quartiers, ils bloquent les accès avec des pneus enflammés, embusqués sur les toits pour en découdre avec les forces de l'ordre ; devant le commissariat, un des chefs de la police doit sortir son revolver tandis que ses hommes tirent des grenades lacrymogènes.

Le système de contrôle de l'information est percé. (...) Bien qu'il n'y ait aucun journaliste à Sidi Bouzid, dès le dimanche 19, les grandes agences de presse (dont l'Agence France-Presse, qui s'appuie sur un communiqué de la LTDH) diffusent des dépêches de synthèse sur les événements. Le lundi, des conseillers de ben Ali prennent acte des fuites dans le système de contrôle de l'information. Ils choisissent donc d'opposer leur version à celle qui se construit dans le système médiatique global. Le mardi, les « éléments de langage » du palais visant à dédramatiser la situation on parle d'« un incident ») sont repris dans les médias de Tunis. Z, le caricaturiste masqué, s'en moque : « TV7 m'a précédé en évoquant enfin, après quatre jours de retard, le “banal fait divers” qui s'est produit à Sidi Bouzid (...) Ce fait divers avait pourtant intéressé le monde entier, d'Al-Jazira à la BBC... Pourtant, la journaliste de TV7 nous explique que, si elle a daigné aborder cet insignifiant sujet, c'est seulement pour faire taire les traîtres qui colportent aux médias étrangers des mensonges visant à semer le désordre et à jeter le discrédit sur l'œuvre grandiose de notre gentil président. »

« Un incident », les événements de Sidi Bouzid ? Des manifestants ont tôt fait de décoder ce mot comme une nouvelle marque de mépris, un déni de leur action politisée. Mais, depuis le lundi 20, le secrétaire général du RCD est en ville. Il a réussi à mobiliser au sein de sa formation. « Le mardi 21 (en soirée), des gens du RCD avec des bâtons et le visage masqué sont intervenus dans les quartiers où les jeunes jetaient des pierres. Ils se sont mis entre eux et les forces de police », rapporte le blogueur Issam Heni. Leur apparition et la crainte de la part des jeunes d'être identifiés apportent une sorte d'accalmie. Quand le secrétaire général du RCD rentre à Tunis, le mercredi 22, il peut penser que la situation s'apaise, alors que Sidi Bouzid attend la visite du ministre de développement et de la Coopération économique. mais un événement contingent va relancer la confrontation.

Ce mercredi 22, en fin de journée, devant l'UGTT et le troquet qui lui fait face, à une cinquantaine de mètres de la délégation du governorat, deux hommes ont une vive discussion. Ont-ils trop bu ? le ton monte et attire l'attention des habitués du café. L'un des hommes, Hasan Ben Salah Néji, se met à escalader un pylône électrique. « Son compagnon le suppliait de redescendre, de ne pas se suicider », rapporte le blogueur Issam Heni. (...) « Je n'ai rien, je n'ai pas de raison de vivre. » (...) « Venez chez moi voir notre misère. ma mère est pauvre. Vous ne savez pas comment je vis. C'est comme si on était morts. » Il fait un geste. Un faux mouvement ? Il y a une explosion. Inerte, Hassan Ben Salah Néji reste collé aux fils électriques. (...) « Ce n'était pas normal qu'on se suicide à cause de la pauvreté. Ça a éclaté en colère et en violents affrontements ». Le soir, Takriz diffuse de courtes vidéos des confrontations sur l'avenue Bourguiba.

À Menzel Bouzaïane, ce même mercredi 22, les syndicalistes se décident à manifester. partis du local syndical le matin, ils traversent la voie ferrée de Gafsa par laquelle s'exporte le phosphate et qui coupe la bourgade en deux, puis ils parcourent les quartiers autour de la grande rue. Sur une vidéo, on remarque la tête du cortège, d'allure très syndicale, chacun se

tenant par les coudes ; derrière, un cortège d'adultes quasi exclusivement masculins, suivi de quelques gamins moins disciplinés et, encore plus loin, d'un groupe moins dense de jeunes, ceux des nocturnes. Ils sont peut-être deux cents à scander des slogans traditionnels de la gauche tunisienne : « Pain et eau, oui, Ben Ali non ! » Safoin Bouaziz se dit alors que le mouvement bifurque vers la politique.

Menzel Bouzaïane a une histoire qui la lie avec les idées révolutionnaires. Le secrétaire national du syndicat de l'enseignement secondaire, Sami Tahri, me dira : « Sidi Bouzid, c'est la quantité ; Menzel Bouzaïane, c'est la qualité ! » Dans son cimetière repose un enfant de la ville, Ahmed Ben Othman, qui a été une figure de l'opposition estudiantine de Tunis sous Bourguiba. En 1967, avec ses camarades de Perspectives, il avait obtenu de Michel Foucault, qui enseignait alors à Unis, qu'il cache leur matériel d'impression (...) Ahmed Ben Othman était habité par la révolution et, quand il revenait dans sa ville natale, son jeune cousin, Khaled Amami, se souvient qu'il l'écoutait bouche bée. Il avait été emprisonné, avait subi la torture et, lorsqu'il avait été libéré, il avait pris le chemin de Londres où il avait rejoint Amnesty International, refusant de faire allégeance au président Bourguiba.

Khaled Amami voyait grand et voulait refonder les idées de gauche en Tunisie. Il avait mis en place, à Menzel Bouzaïane, un groupe temporaire de réflexion. Mais le projet lui avait doublement échappé : au terme prédéfini d'une année, le groupe avait refusé de se dissoudre et avait viré vers le trotskisme. La plupart de ses membres avaient progressivement quitté la bourgade pour les villes de Tunisie et de France.

Ce mercredi 22 décembre, à la nuit tombée, on apprend la nouvelle de l'électrocution de Hassan Ben Salah Néji et des violentes manifestations qui s'ensuivent à Sidi Bouzid. À Menzel Bouzaïane, « en faisant du boucan, on coupe l'électricité des voies publiques pour désorienter la police. C'est le signal. La grande bagarre commence », raconte Safoin Bouaziz. Les uns sont revenus devant la station Total pour essayer de s'en prendre au local de la garde nationale, d'autres attaquent « avec joie » au cocktail Molotov la délégation du gouvernorat.

Les renforts de forces de l'ordre qui arrivent de Gafsa sont bloqués à El Omrane. À Sidi Bouzid, des manifestants nocturnes repèrent des convois policiers qui prennent la direction de Menzel Bouzaïane. Prévenus par téléphone, des groupes à El Atizaz coupent des arbres pour bloquer le convoi – il y aura des représailles policières pour cet acte, sous les ordres d'un très haut gradé de la police, le dimanche 26 : les forces de l'ordre arrêteront trois jeunes du village, dont un ancien de l'UGET.

De nouvelles unités de répression, dont « le groupe 13 de la garde nationale », s'installent à Menzel Bouzaïane. Ils parlent grossièrement aux gens du pays », affirme Mohamed Fadhel. « Des paroles insultantes », renchérit Safoin Bouaziz. Alors que les propriétaires des échoppes de la rue principale ont baissé leurs rideaux métalliques en signe de protestation, des gardes les défoncent et font main basse sur des cartons de cigarettes et autres produits de quelque valeur. Durant les affrontements nocturnes, ils ne lésinent pas sur l'usage des lacrymogènes, incommodant des vieillards et des enfants. Les habitants ont l'impression de subir une force d'occupation, ce que les plus âgés vivent particulièrement mal – on est dans une des contrées où des fellaghas avaient tenu le maquis contre l'armée française, entre 1951 et 1956.

Bien que de nouveaux renforts soient arrivés, le vendredi 24, une poignée de militants syndicaux, accompagnée d'une trentaine d'amis, quitte en cortège les abords du local de

l'UGTT, en début d'après-midi. On entend le nouveau slogan de Sidi Bouzid, « L'emploi est un droit, l'État une bande de voleurs ! », mais aussi les plus traditionnels « Qu'il tombe le parti du Destour, c'est lui qui frappe le peuple ! », « La vie est chère » et surtout « Bouzaïane libre et la police dehors ! » À nouveau, le cortège parcourt les différentes cités, et là, excédés par les actes des policiers, des personnes âgées, des femmes et des enfants se joignent au cortège. Sur les vidéos, on distingue bien les habits colorés des femmes. Menzel Bouzaïane est une ville pauvre où rien n'est à la mode, où il n'y a pas de magasins mais des échoppes. Une présence féminine importante dans une manifestation se remarque : c'est une première depuis le rassemblement du vendredi 17 à Sidi Bouzid. Le cortège est dense et marche d'un bon pas vers les forces de l'ordre, comme s'il était pressé de montrer sa force. À la différence de la vidéo du mercredi, on filme le dos des manifestants et, pour être sûr d'éviter toute identification policière, on s'attache souvent à les cadrer en dessous du bassin.

Combien se retrouvent dans la grande rue, devant la station Total ? Mille ? Plus ? Beaucoup en tout cas, dans une bourgade qui ne dépasse pas les 8000 habitants. Bientôt des pierres fusent vers le local de la garde nationale, les femmes et les enfants quittent les lieux, deux bus de police brûlent, puis, dans une autre rue, un bus et deux voitures. Le local de la police est envahi, les manifestants se saisissent des archives pour vérifier qui est fiché. Ensuite, ils mettent le feu. La vidéo réalisée à ce moment-là est « culte », on la retrouve sur de nombreux sites ; elle dure une petite minute et elle frappe par les couleurs vives des flammes qui se détachent sur l'obscurité.

Des renforts policiers qui étaient cantonnés dans les deux lycées arrivent et se placent face aux manifestants. « Ils ouvrent le feu droit devant. Chawki Nesci, 36 ans, qui a étudié en Irak et qui a deux enfants, est le premier à être blessé. Mohamed Amari, son ami, se dirige vers lui pour le sauver. » Un policier le tue sur le coup : « Il avait pris la matraque et le casque d'un garde national », se souvient Mohamed Fadhel, qui, à ses côtés, recueille son dernier soupir. Le soir, sur Al-Jazira, c'est lui qui commentera des images que son frère tourne à ce moment-là. Les forces de l'ordre tiennent bien la ville. Elles imposent que la mise en terre de Mohamed Amari se fasse en catimini ; seule la famille est autorisée à prendre le chemin du cimetière.

Regueb, en lisière des basses steppes à une cinquantaine de kilomètres de Menzel Bouzaïane, est une ville d'environ 8000 habitants dans une région agricole favorisée par la présence d'une nappe phréatique et un microclimat propice aux primeurs. Les événements y connaissent un développement inverse de Menzel Bouzaïane, où le mouvement est initié par des « nocturnes » de jeunes précaires : à Regueb, tout commence au local syndical. Cela s'explique peut-être par le poids des ex-marxisants et des panarabes au sein de sa direction, dont quelques responsables sont proches des « patriotes démocrates » (Watad), un courant issu de la recomposition de Choalaa (l'Étincelle). mais, au-delà de cette différence, le *modus operandi* est le même.

Le dimanche 20, après des heures de discussion au local syndical, les partisans d'une manifestation dès le lendemain l'emportent. Comme ailleurs, on se préoccupe d'établir un contact avec Al-Jazira ; un enseignant du bureau syndical, Abdelmajid Sammoudi, contacte un cousin qui travaille pour la chaîne de télévision à Doha et Youssef Salhi, un instituteur retraité ne courant pas le risque d'une suspension de salaire, est interviewé. (...) Les manifestations montent également en puissance : de quelques dizaines le lundi, les protestataires se retrouvent le jeudi autour d'un millier, peut-être plus.

Comme à Sidi Bouzid, on espère des négociations sur l'emploi avec les autorités. Le vendredi 24, une dizaine de femmes chargées de l'entretien de la municipalité occupent la délégation. Elles ont un statut précaire, bien que certaines travaillent depuis une dizaine d'années, et leurs salaires sont bas : environ 200 dinars mensuels (environ 100 euros en 2010). Quand elles en sont chassées, le samedi, l'UGTT leur offre l'hospitalité. À la différence de Sidi Bouzid, des négociations sont tout de même engagées, mais le gouvernorat de Sidi Bouzid en écarte les responsables de l'union locale de l'UGTT.

Samedi 25, à l'UGTT, on est encore dans une logique de mouvement social et on se met « en position de proposer un programme d'investissement » dans la région. Des renforts de police, douze voitures et trois autobus venus de Bizerte et de Kairouan, s'installent en ville pour se porter aux premières lignes, les policiers locaux y rechignant. Les confrontations physiques commencent vers 18 heures. De jeunes paysans, venus de leurs douars, ont apporté des pierres à jeter aux forces de l'ordre et des pneus à brûler pour dresser des barricades symboliques.

La nuit suivante, celle du dimanche 26 au lundi 27, les affrontements deviennent plus massifs et plus violents. Les manifestants s'écartent de la place de l'Indépendance le long des « trois axes principaux de la ville, ce qui permettra aux personnes qui n'habitent pas la ville de s'associer aux manifestants sans passer par le centre », qui est contrôlé par les renforts policiers. Des précaires s'attaquent à des lieux symboliques, ils brisent les vitres de la mairie et de l'école professionnelle, ils essaient de brûler l'agence de la banque nationale agricole (BNA), dont les prêts ont contribué à ce que bien des agriculteurs perdent leurs terres. Les forces de l'ordre les incarcèrent à Sidi Bouzid en compagnie des manifestants arrêtés chez eux.

Il serait erroné d'en déduire que le soulèvement est seulement le fait de masses urbanisées. la disponibilité des jeunes fellahs pour se confronter aux forces de l'ordre est attestée par leur participation, qui donne de l'ampleur aux nocturnes : celles-ci changent d'échelle dès que les noyaux urbains font appel à leurs parents et amis aux alentours. Le slogan « Les gens s'appauvrissent et les terres sont vendues » l'exprime.

Cependant, les lieux d'affrontements sont urbains, ce qui facilitera l'effacement de la petite paysannerie dans « les grands récits » de la chute de Ben Ali. D'autant que, dans la reconstruction sociale de « l'icône de la révolution » que deviendra Mohamed Bouazizi, un chômeur-diplômé recalé au Capes, on « passe sous silence son passé sur les terres de son oncle » et, avec, « l'histoire rurale de la région de Sidi Bouzid ». Ajoutons encore la prudence et la modestie de beaucoup de militants qui ont participé au rassemblement du 17 décembre, mais aussi à celui du 15 juillet contre la spoliation des terres.

La polarisation sociale constitue l'arrière-fond du soulèvement parmi la petite paysannerie du gouvernorat de Sidi Bouzid. Son attachement à la terre n'est pas celui d'une paysannerie ancestrale – la privatisation des terres indivises de parcours remonte à une, voire deux trois ou quatre générations. mais, par le biais des successions dans des familles souvent nombreuses, les propriétés sont fréquemment devenues inférieures à cinq hectares, ce qui, en dehors des zones irriguées, ne suffit pas pour assurer la subsistance d'un foyer. Certains se sont leurrés en jouant la carte de la modernisation pour intensifier leurs productions, s'endettant pour cela outre mesure. Les plus avisés cherchent plutôt des revenus monétaires dans des travaux temporaires, souvent en ville, parfois dans le bâtiment et les travaux publics. Leur propriété leur fournit des ressources alimentaires et un toit, et assure leur insertion dans

un tissu de voisinage, de liens familiaux – une assurance contre la destitution sociale. Les possibilités de mobilité ne sont guère engageantes dans cette région largement agricole, les places dans l'industrie étant rares (les usines de conditionnement de produits agricoles ferment à Sidi Bouzid, les quelques ateliers textiles sont réservés aux femmes) et les emplois tertiaires relevant pour la plupart de la puissance publique. Migrer vers les zones côtières plus dynamiques ? On sait par ceux qui l'ont tenté que, le plus souvent, cela aboutit à vivre d'expédients dans des cités appauvries ou des habitats spontanés. Alors les hommes préfèrent partir seuls pour un travail provisoire, avant de retrouver la sûreté de la maison familiale, où les femmes et les jeunes filles ont pris soin des cultures et du troupeau. La dernière possibilité, émigrer, implique de s'engager dans l'illégalité tant l'Europe s'est cadenassée. Reste la Libye : on va à Tripoli un peu comme à Sfax.

Dans le mouvement social se retrouvent donc des laissés-pour-compte de la modernisation, ceux des campagnes et ceux des universités, des fellahs qui s'arc-boutent pour ne pas perdre leurs terres et des chômeurs diplômés – certains de ces derniers étant revenus chez leurs parents dans leurs douars et villages, ce qui facilite les convergences dans le mouvement. Ce soulèvement charrie des rêves brisés, des colères longtemps contenues, des angoisses de déracinement et de destitution. Les émotions se collectivisent et se politisent dans les slogans et dans le choix des bâtiments à attaquer.

Dix jours après le rassemblement qui suit l'immolation de Mahamed Bouazizi, les milieux opposants de Sidi Bouzid y voient plus clair. Ce qui s'est bricolé dans leur ville est généralisable : des rassemblements diurnes à l'initiative de syndicalistes et d'opposants ; des nocturnes menées par de jeunes précaires ; et des reprises médiatiques accompagnées d'images des actions et d'interviews d'acteurs locaux. C'est devenu un modèle pour l'extension du mouvement, au moins dans le gouvernorat.

Au sein de l'UGTT, un Comité des syndicalistes démocrates (surtout des nationalistes panarabes et des ex-marxisants) s'est organisé ouvertement le lundi 20 décembre dans l'immeuble syndical de Sidi Bouzid. (...) Le style organisé de l'UGTT contraste avec la souplesse des réseaux autour des deux comités créés les 18 et 19 décembre. (...) La distance politique entre les deux sensibilités persiste. (...) Cette distance rend impossible la création d'un « comité unitaire Sidi Bouzid » malgré le souhait de certains responsables politiques de Tunis. le mouvement continue donc sans porte-parole national.

À Sidi Bouzid, en dépit de forces de l'ordre nombreuses, le calme ne revient pas. (...) Au sein de l'UGTT, les proches du RCD ne s'opposent pas frontalement au mouvement, contrairement à Gafsa deux ans auparavant. Ils se positionnent plutôt en intermédiaires entre leurs collègues radicaux et le gouverneur, poussant ce dernier à libérer des prisonniers en échange de promesses de retour au calme dans les rues. Mais, chaque fois que les emprisonnés sont libérés, le mouvement reprend de plus belle.

Les nocturnes se ritualisent. Le jour, des policiers boivent le café avec des jeunes. Mais, après 20 heures, l'émeute commence. Les Bouzidis ont l'avantage du terrain, harcelant des forces de répression venues d'ailleurs. Pour les désorienter davantage, ils ont cassé les lampadaires. dans l'obscurité, les policiers évitent comme ils le peuvent les flammes qui fument vers eux, des jeunes enrobant des pavés avec des chiffons imbibés d'essence auxquels ils mettent le feu.

Les efforts du Palais pour mobiliser politiquement ses soutiens locaux ne portent guère de fruits. Comment comprendre ces difficultés, dans une région où le maillage du parti présidentiel est le plus étroit ? Le jeudi 23, le gouvernement dépêche à Sidi Bouzid Mohamed Nouri Jouini, le ministre du Développement et de la Coopération internationale. Celui-ci harangue le conseil régional en présence du gouverneur, Mourad Ben Jelloul, des députés et des cadres de la région. (...) dans l'auditoire, des participants rappellent leur loyauté, se confondent en « vifs remerciements et haute considération au président Bel Ali », se félicitent des « grandes réalisations accomplies dans la région ».

Quarante-huit heures plus tard, les manifestations prennent plus d'ampleur encore à Regueb. Comment expliquer cette inefficacité de la part des adhérents du parti présidentiel ? Une part d'entre eux semble troublée par les argumentaires des opposants. La prudence qui gagne les rangs locaux du parti présidentiel semble également justifiée par les liens du sang et du voisinage. Est-ce parce que l'appareil du RCD a perdu sa capacité à distribuer des faveurs, diminuant d'autant la loyauté des cadres ? Mourad Ben Jelloul, le gouverneur nommé quatre mois avant l'immolation de Mohamed Bouazizi (...) rapporte ainsi les propos d'une enseignante : « Nous subissons, en tant que militants, les pressions directes de nos adhérents et des habitants de nos quartiers, qui nous harcèlent pour trouver à leurs enfants du travail. Nous avons perdu la face devant eux. » Quand les affrontements commencent, durant le week-end des 18 et 19 décembre, il mesure combien les cadres du parti ont perdu leur ascendant. On ne peut compter sur eux pour apaiser la rue. Il se tourne alors vers d'anciens dirigeants « qui ont une certaine crédibilité », mais ceux-ci « refusent de porter secours aux responsables régionaux ». L'allégeance au pouvoir de « la notabilité locale » est minée par « ses jeux d'alliance et de solidarité tribale et parentale ».

À Sidi Bouzid, (...) « comme moyen de pression au cas où le pouvoir administratif ou municipal projetterait de les déloger », les premiers occupants mettent les terrains voisins de leur habitation à la disposition de leurs proches. Un maillage politique se greffe à cette organisation tribale quand des habitants influents se tournent vers le RCD pour obtenir des aménagements urbains. *In fine*, l'objectif est d'obtenir un titre de propriété pour un « prix symbolique ». La cellule du parti est « une structure relais » dans ce système clientéliste. (...) À l'heure d'établir la liste des candidats du parti présidentiel aux élections des députés, on prend soin de pondérer leurs origines claniques, comme le confie Touhami Heni, l'un des derniers députés élus sur une liste RCD à Sidi Bouzid.

Le sociologue Mouldi Lahmar soutient qu'une part des RDCistes a basculé vers le mouvement et que 17% des adhérents auraient pris part aux manifestations à Sidi Bouzid. (...) Une première explication relativise la qualité de RCDiste dans une ville où le cinquième des habitants aurait été encarté. « Ce sont des adhérents auxquels on a payé leur carte. Ce ne sont pas des militants ! » soutient Touhami Heni avec son expérience de député. On peut encore ajouter tous ceux qui ont adhéré pour obtenir des contacts plus faciles avec le délégué du gouvernorat pour des démarches administratives ou économiques, comme « l'alimentation des animaux ». Mais « l'adhésion est une simple formalité et, quand ils croisent une manifestation, ils ne se rappellent plus qu'ils sont adhérents au RCD », ajoute le docteur Nsiri.

Le lundi 20, après quarante-huit heures d'affrontements, le gouverneur se tourne vers un ancien responsable RCD jouissant d'une certaine autorité. (...) Pour cet ancien dirigeant du RCD, la confrontation peut être bénéfique : « Sidi Bouzid ne peut plus attendre, c'est notre occasion ou jamais, on doit la saisir pour avoir plus d'attention de la part du président. »

La révolte des premiers jours s'inscrit plutôt dans un processus de pression sur le pouvoir, dans une démarche crypto-syndicale. (...) Pour autant, le régime campe sur ses positions : nulle négociation ne s'ouvre avec le syndicat au gouvernement.

Dans le chef-lieu d'un gouvernorat voisin, à Kasserine, un petit groupe d'avocats a manifesté. Ils n'ont pas réussi à obtenir les cadres de l'union régionale de l'UGTT qu'ils soutiennent le mouvement voisin, mais leur action a donné espoir aux opposants de Sidi Bouzid. Plus discrètement, à Tunis, des milieux de cyberactivistes et des réseaux de syndicalistes de gauche sont entrés en contact. Un peu partout en Tunisie, le samedi et le dimanche, des opposants venus aux nouvelles devant les locaux de l'UGTT ont tenu des rassemblements improvisés. L'espoir d'un déblocage de la situation repose maintenant sur le franchissement d'un nouveau seuil d'extension du mouvement, cette fois en dehors du gouvernorat. Slimane Rouissi, sur el compte Facbook « Nous sommes tous Bouazizi », rappelle aux habitants de Kasserine, du Kef et de Thala leurs traditions ancestrales de révolte.

Troisième partie

Les réseaux de Tunis et le soutien à la révolte de Sidi Bouzid

Chapitre 7

Place Mohamed-Ali, 25-27 décembre 2010

Dès l'émergence de la révolte à Sidi Bouzid, le réseau des cyberdissidents Takriz, dans lequel « chaque membre ne connaît qu'un niveau » pour assurer la clandestinité des participants, se réunit virtuellement. C'était le moment de concrétiser nos fantasmes. On voulait ramener le mouvement à Tunis. Quelle force pouvait manifester en centre-ville ? L'UGTT ! »

Le jeudi 23 décembre, Takriz met en ligne sur Facebook dans une rubrique « évènement », un faux communiqué de la centrale syndicale appelant à un rassemblement devant son siège national à Tunis, place Mohamed-Ali, le samedi 25. Comme tous les opposants de toutes les villes de Tunisie, les activistes pensent que la police n'interviendra pas aux abords de l'UGTT. (...) Ils espèrent que des syndicalistes du siège « adopteront » le rassemblement. (...) Des militants sortent des locaux pour s'informer, dont Sami Tahri, le secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire. il retrouve dans la petite foule un enseignant syndiqué de Sidi Bouzid, Slimane Rouissi, qui pour pousser à une manifestation à Tunis a contacté des opposants de Menzel Bouzaïane ayant migré dans la capitale.

La petite foule, déterminée, est principalement masculine et adulte, « surtout des enseignants et des opposants engagés dans des ONG ; les jeunes, souvent du PDP », se souvient Hechmi Ben Frej. « Le slogan de Sidi Bouzid "L'emploi est un droit, bande de voleurs" était critiqué dans les milieux de l'opposition classique : il ne fallait pas manier l'insulte ! » Sofien Chourabi, qui a rapporté à Tunis des images des premiers jours de la révolte à Sidi Bouzid, est là pour filmer. (...) Les policiers sont nombreux autour de la petite place – peut-être plus que les manifestants. (On) repère vite les voitures de « civils », autour de la petite place, occupées par des policiers. Pour éviter d'être photographié, on se met en cercle et on scande des slogans.

Sur la vidéo de Sofien Chourabi, on distingue un cortège essayant de forcer le passage pour rejoindre par de petites rues l'avenue Bourguiba et, au premier rang, l'avocate Leila Ben

Debba, le visage caché derrière une énorme paire de lunettes de soleil. Depuis le premier jour, elle a suivi les événements de cette ville lointaine grâce à des collègues de Sidi Bouzid. (...) Les policiers poussaient toujours les manifestants, insultaient les gens vulgairement et même en tabassaient quelques-uns. De la rue Mongi Slim, les manifestants ont réussi à passer à la rue des Teinturiers. Là-bas, de violents affrontements ont commencé. Des gens ont été piétinés et un jeune homme a été violemment battu par les policiers. Ces derniers ont forcé les manifestants à rebrousser chemin. » Alors, on chante l'hymne de l'UGTT et l'Internationale.

Dans l'islam, le suicide est condamnable (...) À Sidi Bouzid, Slimane Rouissi, dont le salon est orné d'une représentation de la place sacrée de La Mecque, n'est sûr de rien. Mais, à Tunis, le grand mufti tranche pour une tentative de suicide, rappelle la règle et condamne son geste. On ne sait pas s'il est mû par les répercussions médiatico-politiques de cet acte ou s'il a été joint par le ministre des Affaires religieuses. Quoi qu'il en soit, il est complexe, pour les musulmans les plus pratiquants, d'accepter que Mohamed Bouazizi devienne un symbole. (...) Le secrétaire général de l'enseignement secondaire mesure l'enjeu : « Nous avons tout de suite demandé aux gens de ne pas regarder son acte comme un suicide, mais plutôt comme un assassinat politique. Il fallait considérer Bouazizi comme une victime du régime. »

La direction centrale de l'UGTT exprime rapidement une position plutôt équilibrée. À sa façon, elle couvre ses organisations locales vis-à-vis du palais et appelle le gouvernement à des discussions et à des initiatives. (...) Ce qui marque une vraie discontinuité avec son attitude durant la révolte du bassin minier, où elle avait entériné l'exclusion d'activistes (...). Le cœur de la révolte les différencie : celui du bassin minier n'était pas dans le chef-lieu du gouvernorat, et dès lors les liens personnels en jeu étaient moins directs ; à Sidi Bouzid, au contraire, Touhami Heni est approché par des parents de Bouzidis emprisonnés.

De leur côté, es responsables des organisations qui avaient poussé la direction nationale de l'UGTT à défendre les inculpés de la révolte du bassin minier sont restés en contact et se concertent sur les événements de Sidi Bouzid. Le syndicat de l'enseignement secondaire joue un rôle moteur. Sa direction est occupée en bonne partie par des « patriotes démocrates » et des panarabes progressistes. Ses adhérents sont en contact avec les lycéens, ce qui leur offre une caisse de résonance politique.

Sami Tahri n'a pas oublié ses premiers engagements, quand il découvrait le marxisme dans des cercles de son lycée. (...) Sami Tahri obtient des responsables du syndicat de l'enseignement primaire, des PTT et des caisses sociales qu'ils se joignent à un rassemblement devant le siège de l'UGTT le lundi 27. Parmi les organisations qui avaient soutenu les inculpés du bassin minier, il manque le syndicat de la santé publique mais, en son sein, les médecins apposent leur signature à l'appel. De petits groupes sont venus des autres villes, en particulier de Sfax, de Kasserine, de Sidi Bouzid ; parmi eux, se trouve Slimane Rouissi.

Takriz ayant appelé au rassemblement par Facebook, des cyberdissidents sont là à nouveau, mais aussi des artistes, comme la chanteuse Emel Mathlouti. (...) À Sfax (...) entre deux chansons, la chanteuse a osé évoquer la révolte de Sidi Bouzid et la salle a bien réagi. (...) On veut s'ébranler en cortège, mais la police veille au grain plus efficacement que l'avant-veille ; sur une photo publiée par Takriz, on voit un barrage policier d'une dizaine de rangs. (...) La rue, à Tunis, ne change donc pas la donne ; ce n'est pas dans la métropole que le mouvement franchira un seuil d'élargissement. Mais, de la capitale, à partir de ces initiatives, des réseaux de soutien ramifiés dans les autres villes du pays se connectent.

Le syndicat de l'enseignement secondaire programme pour le lendemain, mardi 28, une manifestation corporative qui ne parviendra pas à rejoindre le ministère de l'Éducation nationale ; « la police avait peur d'une convergence avec le sit-in des avocats, qui se tenait devant le palais de justice », analyse Sami Tahri. La direction syndicale convoque une réunion de la commission administrative sectorielle, qui réunit autour des neuf membres du bureau exécutif les vingt-quatre secrétaires régionaux. Ils cherchent « à harceler le régime et à éparpiller la répression » pour soulager Sidi Bouzid. Ils décident du principe d'une grève des enseignants pour le 13 janvier. Surtout, conscients du potentiel lycéen, ils décident d'un arrêt de travail le mercredi 5 janvier, trois jours après la rentrée des classes, espérant qu'à la faveur de cette interruption de la routine scolaire les lycéens rassemblés dans la cour de récréation passeront à l'action. On soupèse longuement sa durée : une heure ? « C'était comme déclencher la grève pour la journée. On a voulu esquiver une confrontation avec le régime et la centrale (...) Vingt minutes ? Trop court. ils se mettent d'accord sur quarante minutes.

Deux rassemblements coup sur coup dans la capitale, des mots d'ordre nationaux d'arrêt de travail, est-ce déjà trop pour des responsables nationaux de l'UGTT, qui veulent préserver leurs relations avec le palais de Carthage ? On rapporte à Sami Tahri les paroles menaçantes de certains contre « ce syndicat de voyous » qu'ils peuvent « écraser ».

Chapitre 8

Devant le palais de Justice, 28-30 décembre 2010

En 1998*1999, l'étudiant en droit Abdennaceur Aouini, syndiqué à l'UGET, a participé aux manifestations contre la réforme du Capes, ce qui lui a valu d'être emprisonné à deux reprises, d'abord pour neuf mois puis pour deux ans. (...) Devenu avocat, lors des événements du bassin minier, il s'est engagé en compagnie de collègues de Tunis dans la défense de dizaines d'inculpés. Il a parcouru des centaines de kilomètres et enduré les mesquineries de l'administration de Gafsa, qui rendaient encore plus difficile son engagement. Il l'a vécu comme « une grande leçon socio-politique » et a découvert « l'arme la plus tranchante pour gagner la partie contre ben Ali ; une résistance comme dans les pays occidentaux, avec des femmes et des élèves. Mais on n'a pas su lire le mouvement, le propager en créant d'autres fronts. Une faute stratégique pour les révolutionnaires, les activistes, les politiciens ».

Maître Aouini suit la nouvelle révolte d'autant plus facilement qu'il a grandi à Bir Ali Ben Khalifa, non loin de Regueb, dans une petite ville où son père était menuisier et où, dès le lycée, il avait rejoint un cercle marxisant. Il y a gardé des amis de jeunesse auxquels il peut téléphoner sans façon pour s'informer.

À Kasserine, le mercredi 22 décembre, un groupe de jeunes avocats se dirige du palais de justice vers le local de l'UGTT, espérant rallier ses militants à la solidarité avec le mouvement de Sidi Bouzid. Dans cette dernière ville, le vendredi 24, des dizaines de collègues forment devant le tribunal « une chaîne humaine, tenant à la main des pancartes exprimant des slogans », dont les images sont diffusées sur France 24. (...) À Tunis, le mercredi 22, un premier sit-in est improvisé devant le palais de justice « sous l'impulsion des avocats opposants, militants d'extrême gauche et nationalistes arabes ». Les plus âgés ont participé aux contestations universitaires des années 1970-1980 et ont souvent fait de la prison.

Après cette première mobilisation (...), maître Aouini convoque avec des collègues le samedi 25 une réunion restreinte dans le bureau d'une avocate très engagée contre la torture, Rahdia Nasraoui (...). Ils décident d'organiser un sit-in le mardi 28. Ils en informent leurs collègues discrètement – de vive voix, surtout pas au téléphone. Le jour dit, malgré les précautions, la police arrête deux figures politiques, maîtres Abderraouf Ayadi et Chokri Belaïd. Cependant, vers 10 heures, une centaine d'avocats sont massés devant le palais de justice, arborant, souvent accroché à une toge noire, un ruban rouge qu'Abdennaceur Aouini a confectionné en hommage aux victimes de la répression.

Sur place, les gens scandent : « Ministère de l'Intérieur, administration terroriste ». Sur l'une des pancartes que tiennent les avocats, on peut lire : « Redeyef, Ben Guerdane, Sidi Bouzid : commencement du compte à rebours ». Sur une vidéo diffusée sur la Toile, on voit Abdennaceur Aouini en toge noire haranguant la foule. Il critique le traitement de l'information sur Sidi Bouzid par la chaîne officielle de télévision et exalte le courage de ses habitants. Il est interrompu par deux passantes, deux femmes de milieu populaire, d'après leurs habits. la plus âgée l'interrompt : « Laissez-moi parler. » Elle raconte qu'elle rendue au ministère de la Santé quémander un emploi pour son fils chômeur : « ils m'ont répondu : “Dis à ton fils d'aller vendre des pois chiches !” »

La petite foule scande « Tous en rang pour se battre pour les droits des chômeurs ! » et « Combien de jeunes vont s'immoler pour que tu écoutes la voix de ton peuple ! » Puis l'autre femme raconte le sort de son fils de 27 ans, père de deux jeunes enfants et qui ne trouve pas de travail. Quatre mois plus tard, on parlera encore de cette irruption de paroles anonymes, qui marque une faille dans les « barrière de la peur ». (...) L'image de ces deux passantes modestes qui interrompent l'orateur en toge exprime aussi la familiarité tissée entre avocats et milieux déshérités ((?)).

Les avocats disposent de la seule organisation professionnelle à avoir conservé une certaine indépendance vis-à-vis du système Ben Ali. (...) Durant le régime de Ben Ali, les effectifs des avocats ont été multipliés par six, rajeunissant de beaucoup la profession et exacerbant la concurrence. (...) Des avocats, souvent d'opinion critique, étaient appelés à défendre (les opposants). Or le régime, fidèle à son image autoritaire, n'a pas hésité à bousculer les droits de la défense ; en avril 2000, les défenseurs du journaliste (Taoufik Ben Brik) ont été agressés physiquement pour les empêcher de rendre visite à leur client ; le 2 mars 2005, ceux de maître Abbou ont été retenus avant de pouvoir le rejoindre dans le bureau du juge d'instruction. Ainsi l'Ordre des avocats a dû mobiliser la profession à plusieurs reprises, que ce soit par solidarité avec des collègues ou pour des raisons plus corporatives. Il usait déjà d'un répertoire d'actions incluant les sit-in et les grèves des audiences.

À Tunis, ce 29 décembre 2010, les contestataires se saisissent des interpellations d'Abderraouf Ayadi et Chokri Belaïd, liés respectivement au CPR et au Watad, pour faire basculer les instances professionnelles de leur côté. Au récit des brutalités qu'ils ont subies, l'atmosphère change, et les soucis corporatistes passent au second plan. (...) « Nous avons entendu parler d'agressions contre des avocats dans Grombalia, Gafsa, Monastir, Mahdia, Sfax, Kasserine, etc. » (Lina Ben Mhenni, sur son blog). » En réponse, le 3 janvier, le conseil de l'Ordre décide de poursuivre les responsables des événements du 31 et appelle à une grève générale pour le 6 janvier. Au sein de l'Ordre des avocats, toutes les sensibilités d'opposition se font entendre, des islamistes d'Ennahdha jusqu'aux gauches du Watad et du PCOT (parti communiste des ouvriers de Tunisie). (...) Ce rapprochement politique s'est déjà manifesté

lors de la grève de la faim du 18 octobre 2005 autour du Sommet mondial sur la société de l'information, à Tunis.

Outre le poids symbolique qu'ils font peser dans le rapport de force, leurs protestations rassemblent à l'occasion des enseignants et des chômeurs autour d'eux. On l'a vu à Médenine le 23 décembre, on le reverra. « On se sentait protégés par les avocats », se souvient le journaliste indépendant Zouhaier Makhoul.

Basée à Paris, la FIDH joue un rôle important, depuis son communiqué du 22 décembre 2010, pour attirer l'attention des médias internationaux et des organisations françaises sur les événements de Sidi Bouzid. Elle érode, à gauche, les appuis dont dispose encore le RCD, qui sera exclu de l'Internationale socialiste le 18 janvier 2011. Dès ((!)) le 31 décembre 2010, Pouria Amirashi publie, au nom de la direction du Parti socialiste français (dirigé alors par Martine Aubry), un communiqué de « solidarité à l'égard du mouvement de protestation né à Sidi Bouzid ». (« Le PS dénonce la répression du mouvement de protestation en Tunisie »).

Chapitre 9

Dans les médias tunisiens, 28-29 décembre 2010

Dès le mardi 21 décembre, une fois l'échec du black-out entériné, le chef de l'État propose des mesures pour les régions de l'intérieur : un élargissement du « réseau des complexes industriels et technologiques multisites » dans leurs gouvernorats et « un programme additionnel de formation complémentaire certifiante dans le cadre du Fonds national de l'emploi (FNE), au profit des diplômés de l'enseignement supérieur ». Tout en tenant la rue, il importe d'isoler les auteurs de troubles, ainsi que de mobiliser les cadres administratifs et politiques (...). Un agenda est établi, avec une visite ministérielle par jour. (...) Le Président peut partir en vacances (...) Ben Ali quitte donc Carthage pour rejoindre sa femme en vacances de fin d'année dans « le Golfe ».

Cependant, bien que les médias de Tunis rapportent fidèlement les visites ministérielles, le doute gagne le sommet du régime. (...) Ben Ali se résout à écourter ses vacances. Ce mardi 28 décembre, rentré à Tunis, le Président poursuit deux objectifs immédiats : contre-carrer la rhétorique d'Al-Jazira et apaiser la colère des familles des morts. (...) Le Président « s'est enquis des conditions de vie des familles » et s'est engagé à « apporter toute la protection sociale nécessaire ». Il y a aussi un dédommagement symbolique : une photo de chacune des audiences largement reprise dans les médias.

Mais avec la mère de Mohamed Bouazizi, Ben Ali va plus loin. (...) Passant au-dessus du procureur, le chef de l'État ordonne que des enquêteurs de Tunis reprennent l'affaire. Le soir même, arrivés à Sidi Bouzid, ils convoquent les trois agents de police en cause et, après trois jours d'interrogatoire, Fayda Hamdi, la policière accusée d'avoir giflé Mohamed Bouazizi, est incarcérée. À Carthage, ce mardi 28 décembre, après avoir reçu les familles, Zine el-Abidine Ben Ali prend la route de l'hôpital de Ben Arous pour rendre visite à Mohamed Bouazizi, toujours accompagné d'un photographe et d'une équipe de télévision. On cherche peut-être à établir l'image bonhomme d'un président soucieux de ses sujets-citoyens (...) Le Président, engoncé dans son rôle, ne transpire pas l'empathie, entouré par des conseillers et une équipe médicale. On découvre l'immolé, emmaillotté et silencieux.

Les images sont si fortes qu'elles cannibalisent l'allocution télévisée de la soirée. D'autant que le Président entame son intervention en partageant ses appréhensions : « Au nom de Dieu, le clément, le miséricordieux, citoyens, citoyennes, j'ai suivi avec inquiétude et préoccupation les événements survenus ces derniers jours à Sidi Bouzid ». Il reconnaît donc d'emblée leur importance politique. Il ajoute qu'il prend la parole pour répondre à « certaines chaînes de télévision étrangères ». À partir d'une posture défensive, il entame sa première allocution contre le mouvement, lui accordant une force sans doute au-delà de ce que la majorité de ses auditeurs prête aux manifestants de la région de Sidi Bouzid. Il les met en garde, « la loi sera appliquée rigoureusement » (...).

Alors que le mouvement se limite pour l'instant au gouvernorat de Sidi Bouzid, il le place dans le contexte des inégalités régionales. Devant son poste de télévision, à Sidi Bouzid, le docteur Nsiri repère l'erreur présidentielle : « Il obtient l'effet inverse En promettant des emplois à Sidi Bouzid, il dit aux autres régions : pour avoir votre part, manifestez ! Et, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, les mécanismes de peur étaient cassés, il ne fallait pas parler de répression. » Dès le lendemain, une campagne de presse est lancée contre Al-Jazira au moyen de billets d'opinion, de commentaires, et par une salve de communiqués de presse de différentes organisations.

On a plusieurs indices que la possible extension du mouvement de contestation à d'autres gouvernorats préoccupe le Président. Il change le gouverneur de Jendouba, où des incidents ont éclaté et où Slim Tissaoui, le secrétaire régional de l'UGTT, ne pousse pas ses militants à la conciliation. Et, ce 29 décembre, dans cette même ville, on emprisonne Mouldi Zouabi, le secrétaire général de la fédération régionale du PDP. (...) On n'oublie pas la révolte du bassin minier de 2008 et, à Gafsa, on arrête Ammar Amroussia, le correspondant du journal du PCOT, Al-Badil. À Sidi Bouzid, des militants comme Ali Bouazizi ont eu la bonne idée de se cacher, mais Attia Athmouni est interpellé. « Le porte-parole officiel du Comité de soutien aux populations de Sidi Bouzid ».

Les agents lui ont dit que l'interrogatoire ne durerait qu'une quinzaine de minutes. Il a cependant été conduit à Tunis. (...) Il a raconté à Amnesty International que, au cours des première vingt-quatre heures de sa détention, il avait été frappé, privé de sommeil, de nourriture et d'eau, contraint de se tenir à genoux face à un mur pendant plusieurs heures ou tout en portant une chaise. » Attia Athmouni est syndiqué ; le secrétaire régional de l'UGTT, Touhami Heni demande donc au numéro un de la centrale d'intervenir auprès des autorités – ce qu'il fait. Attia Athmouni est remis en liberté le 31 décembre.

L'union régionale de l'UGTT de Sidi Bouzid prend une posture plus combative. Choquée par l'ampleur des emprisonnements, excédée des difficultés à obtenir la libération des emprisonnés, elle saisit le bureau exécutif national pour qu'il intervienne auprès du ministre de l'Intérieur, Rafik Blehaj Kacem. Pour donner plus de poids à sa démarche, l'union de Sidi Bouzid lance le 30 décembre un mot d'ordre de grève générale régionale pour le 12 janvier (respectant le délai légal d'un préavis de dix jours).

Dans ce contexte se tient le lendemain (le 4 janvier) à Tunis une réunion de la commission administrative de l'UGTT. « Pour la première fois, on parlait de la corruption du régime et on portait un diagnostic politique », se souvient Sami Tahri « On ne disait pas que Ben Ali devait partir ; l'idée qu'il parte était réellement comme un rêve. Mais on discutait de réformes radicales. » (...) La centrale exprime sa « solidarité avec les populations de Sidi Bouzid et avec l'ensemble des régions intérieures », appelle « à la libération des personnes

arrêtées », « à la levée du blocus sécuritaire à Sidi Bouzid et dans les autres régions ». Elle critique « l'absence d'information nationale et de couverture médiatique des événements » et exprime sa solidarité avec les avocats.

Chedli Gari, un ancien secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire (...) : « Dans l'histoire de l'UGTT depuis l'indépendance, il y a toujours eu deux courants : l'un qui se tournait vers le parti au pouvoir ; l'autre "indépendantiste". Le rapport de force entre les deux est déterminé par les mouvements sociaux. Quand ils sont forts, "l'indépendantiste" est plus influent. »

Chapitre 10

Sur la Toile, 26 décembre 2010-6 janvier 2011

À relire les blogs d'Ali Saidane, on ressent qu'il est alors de plus en plus outré du désintérêt des Tunisois cultivés (et en particulier des intellectuels) pour ce qui se joue autour de Sidi Bouzid. (...) Le blogueur « attaque carrément l'intelligentsia qui ne réagit pas » : « Un silence de mort s'est abattu sur les rangs des cinéastes, des hommes de théâtre, des musiciens, des poètes... Devons-nous être de Sidi Bouzid, Menzel Bouzaïane, Mezzouna pour réagir devant les événements qui secouent le pays ? Imaginez-vous que ce qu'écrit Ahmed Aouled est suffisant pour remplir le vide de votre silence éhonté ? » « Je réagissais à ce que je lisais sur Facebook, où ça continuait comme si de rien n'était », se souvient-il.

Chez le principal fournisseur d'accès à Internet, les autorités ont mis en place des mouchards sur la page de connexion à Facebook pour récupérer les mots de passe de chaque utilisateur. Puisant dans cette masse d'informations, les autorités s'immiscent dans certains comptes. En réponse à ces cyberagressions (...), le réseau d'« hacktivistes » Anonymous (sur l'incitation du Parti pirate tunisien) s'attaque aux portails informatiques gouvernementaux le dimanche 2 janvier. (...) Peut-être deux cents ou trois cents Tunisiens prennent part à l'« opération vengeance », se souvient Khaled Amami. Ils fournissent des indications sur les sites à cibler : ceux des ministères et celui du palais de Carthage, saturés de messages informatiques, deviennent inaccessibles.

Pensant avoir identifié les Tunisiens en lien avec le réseau pirate transnational, la police lance un coup de filet : elle arrête une poignée de cyberdissidents à Tunis. Pour faire bonne mesure, à Sfax, le rappeur Hamada Ben Amor (dit El Général) est inclus dans le lot. Les autorités ne lui pardonnent pas d'avoir chanté :

« C'est un message d'un de vos enfants qui vous dit
Nous vivons dans la souffrance comme des chiens
La moitié du peuple vit dans l'humiliation
et a goûté la misère (...)
Président du pays, ton peuple est mort
Les gens se nourrissent dans les poubelles
Monsieur le Président, vous m'avez dit
de parler sans crainte
Mais je sais qu'un jour
je prendrai des claques ! »

Le jeudi 6 janvier 2011, l'ambassadeur de Tunisie est convoqué au département d'État (...) « Jeff Feltmann a protesté contre l'utilisation de la force contre les manifestants. » La

journaliste de la BBC, rappelant que « les autorités tunisiennes pénètrent et interfèrent avec les comptes Facebook et Twitter de leurs concitoyens », fait remarquer que cela « est critiqué rudement par le département d'État ».

En Californie, les techniciens de Facebook conçoivent une double parade : ils installent une page de connexion sécurisée dite « https » et, pour les comptes dont les mots de passe sont piratés, un barrage de contrôle : pour le franchir, il faut être capable d'identifier des photos de ses « amis » facebookers. Le lundi 10 janvier, l'ensemble des réseaux sociaux tunisiens fonctionne sur un mode sécurisé. L'affrontement feutré (...) n'a rien d'anodin. Ce site est devenu une source majeure d'images pour les télévisions étrangères, qui y trouvent les vidéos que les manifestants tournent avec leurs smartphones.

L'équipe de Nawaat.org choisit de catégoriser et de « tagger » les vidéos (c'est-à-dire d'attribuer des mots-clés pour les référencer) (...) Nawaat.org s'inscrit entre « les gens du terrain » et « les grands médias qui publient l'info via les satellites et la font retourner en Tunisie (...). C'est le moment où la masse qui est matraquée, qui apprend qu'il y a des manifestations partout en Tunisie, est poussée à se joindre à l'action. C'est un moment crucial pour tout mouvement révolutionnaire. Sans cette cascade d'informations, il n'y a pas de révolution, on reste spectateur ». L'affrontement autour de Facebook est d'autant moins anodin que ce réseau compte alors 1,8 million de comptes – environ un Tunisien sur quatre, si l'on exclut les plus jeunes.

Quatrième partie

Thala, Kasserin, Regueb : des révoltes au soulèvement

Chapitre 11

Thala, 3-9 janvier 2011

Thala est une petite ville nichée sur les hautes steppes, à mi-chemin entre Le Kef et Kasserine. (...) La ville soutient Salah Ben Youssef, bientôt le rival du père de la décolonisation, et quand Habib Bourguiba la traverse sur la route du Kef à Kasserine, il est bien mal accueilli – on raconte qu'une balle a sifflé à ses oreilles. (...) On s'enorgueillit encore que Thala soit l'une des villes où le pouvoir a dû déployer des blindés pour écraser les émeutes du pain en 1983-1984. (...) « Ils sont toujours contre le pouvoir. » Le passé de « la ville rebelle », pour reprendre la formule du maire élu après la révolution, Mohsen Saidi, est le tissu sur lequel le soulèvement contre Ben Ali sera écrit. Omar, son fils, alors lycéen en dernière année, l'exprime à sa façon : « Nous avons un lycée révolutionnaire. L'histoire dit ça. » Encore en 2008, les lycéens avaient manifesté lors de la révolte du bassin minier.

Chez les quelques centaines de chômeurs diplômés, les affrontements de Sidi Bouzid ont un écho important : « Nous avons profité de l'occasion », se souviennent Mhaddeb Gafsaoui et Moncef Sayhi, 35 et 31 ans à l'époque, diplômés respectivement de l'université de Kairouan et de Sfax, où tous deux ont milité à l'UGET avant de rejoindre l'UDC à Thala. Le 24 décembre, ils se réunissent avec d'autres précaires au local de l'UGTT pour manifester en compagnie de syndicalistes dans la grande rue, l'avenue Bourguiba, vers 11 heures du matin.

Au lycée Boucharat, (... les) lycéens ont prévu le début du mouvement à 10 heures le premier jour de la rentrée des classes, lundi 3 janvier. Mais une dizaine de policiers attendent

dans la rue (...) « On a reprogrammé l'action pour 14 heures », se souvient Omar al-Mokhtar Saidi. En rentrant de déjeuner en famille, ils trouvent « le lycée sécurisé par les BOP (brigades de l'ordre public) et la police. Mais rien n'est programmé pour la reprise des cours à 15 heures. On leur a fait une surprise à 14h40. On a démarré devant le lycée à vingt ou vingt-cinq. » rejoints par d'autres lycéens, quelques chômeurs diplômés et des syndicalistes, ils sont bientôt une petite centaine. « On scandait "Jeunes, rassemblez-vous, jeunes, rassemblez-vous, le sang a coulé à Sidi Bouzid !", "Qu'on se rassemble pour aller à Sidi Bouzid !". C'était spontané, chacun clamant ce qu'il pense. Il y avait de la colère et beaucoup d'amertume. »

Quand ils arrivent devant le lycée Ahd el-Jadid (« l'Époque nouvelle »), « tous les élèves les rejoignent, les internes et les externes, les filles et les garçons » (...). Yazid Alaa se souvient d'avoir scandé des slogans plus traditionnels à la gauche : « Il faut en finir avec le Destour qui frappe le peuple ! » « Pain et eau, oui ! Ben Ali, non ! » Mai soudain la police arrive, accompagnée de la garde nationale. (...) Des jeunes (...) essaient de construire une barricade en apportant deux barrières métalliques. Sur une (...) vidéo, la rue est barrée par un nuage de gaz lacrymogènes. « Nous crions, nous courons, puis nous partons dans les petites rues », pourchassés par les policiers matraques à la main, se souvient Omar al-Mokhtar Saidi.

Enseignant de mathématiques à Kasserine, distante de quarante-huit kilomètres, et responsable syndical, Abdelwahed Homri se rend à Thala, alerté par des collègues syndiqués inquiets des agressions policières contre les lycéens : « La ville était complètement sous les gaz, les rues étaient jonchées de pierres et coupées par des barricades. J'étais impressionné par les femmes qui lançaient des youyous pour encourager les jeunes dans le quartier Enajjaria » depuis les maisons à un ou deux étages. Du haut des ruelles, les lycéens jettent des pierres sur les forces de l'ordre.

Au fil de l'affrontement, les lycéens sont rejoints par de jeunes désœuvrés, décrits par des précaires organisés comme « des dragueurs, des délinquants ». Plutôt « des vrais chômeurs, des jeunes délaissés qui n'ont rien à faire », précise Nejmeddine Guesmi, un commerçant. Comment peut-on vivre ainsi, sans avenir, dans le désœuvrement ? « Tout vient de la misère, du vide. Il n'y avait pas de maison des jeunes et de la culture, pas de moyens de plaisir. Le désespoir les motivait. Leur futur ne pouvait pas s'améliorer tant que le système était là ! »

Aucune des personnes interrogées à Thala, quand elles ont pris la rue ce 3 janvier, ne soupçonnait le dénouement onze jours plus tard : la fuite de Ben Ali. Le lundi 3 janvier, vers 22 heures, « la police envoie des voitures, des minibus qui accélèrent pour nous faire peur », raconte Yazid Alaa. « Pour les empêcher (de foncer sur nous), on utilise de grosses pierres (pour barrer les rues) ; on brûle des pneus et du bois, chacun apporte quelque chose à brûler. la hauteur est un avantage. À Enajjaria, on est protégés par des escaliers. »

Les renforts policiers qui affluent, en ce début janvier, d'une Tunisie plus tempérée vers la ville la plus montagneuse du pays, découvrent la rudesse du climat de Thala. Mardi 4 janvier, à 8h30, Omar al-Mokhtar Saidi quitte la maison familiale pour le lycée. (...) Il s'arrête dans un café pour boire une tasse avec deux ou trois copains. « Des policiers sont entrés et nous ont matraqués. » À dix heures, sur ordre des autorités de Tunis, l'administration ferme les établissements du second degré de la ville. Au lycée Ahd el-Jadid, « les membres des forces de sécurité ferment les grilles et passent à tabac les élèves, âgés de 15 ans, pendant environ deux heures. Ils les aspergent aussi de gaz lacrymogène. »

Les renforts de police affluent et on peut lire sur le flanc des bus civils qui les amènent d'où ils proviennent : Nabeul, Jendouba, Gafsa, Sidi Bouzid et, sans doute, d'autres villes. Les jours suivants, des effectifs supplémentaires accourent avec des équipements spécialisés, des motards et une motopompe qui crache de l'eau chaude. Mais quand les policiers à moto pourchassent les manifestants dans les ruelles escarpées, des jeunes tendent des cordes et des câbles d'acier.

Ce mercredi 5, Mohamed Bouazizi, décédé la veille, est enterré près de Sidi Bouzid. (...) Des centaines, peut-être des milliers de Bouzidis se pressent à ses funérailles. Un peu partout dans le pays, les rassemblements spontanés de sympathie gagnent en nombre.

(À Thala), le jeudi 6, « après un grand combat », raconte Yazid Alaa, vers 22 ou 23 heures, un haut gradé (peut-être un colonel, peut-être un responsable du ministère de l'Intérieur) se saisit d'un mégaphone devant le poste de police et s'adresse aux jeunes qui lui font face sur l'avenue Bourguiba. Il demande le retour au calme et, surtout, promet la libération des emprisonnés. En réponse aux revendications économiques, il laisse entendre qu'un ministre viendra à Thala le samedi 8. Pour Omar al-Mokhtar Saidi, « leur capitaine a demandé la paix. Ils n'avaient plus de munitions. Ils étaient fatigués ». Outrés du comportement des policiers, qui ont molesté des gens qui partaient travailler et brisé des portes de maisons pour y pénétrer, des adultes sortent dans la rue et se mêlent aux jeunes.

Le samedi 8, il n'y a ni visite de ministre ni libération des captifs. Après l'heure de la prière (« pour ne pas déranger »), des jeunes reprennent les affrontements. Des adultes sont dans la rue, sans se porter en première ligne. Des femmes disposent des tomates, des pommes de terre, du lait et du Coca-Cola sur les trottoirs pour que les manifestants puissent nettoyer leurs visages des gaz lacrymogènes.

Vers 20h30, sur l'avenue Bourguiba, « une voiture à l'avant blindé avec un chauffeur et deux assistants, dont l'un est debout avec une arme, couvrait un autre véhicule stationné à hauteur du tribunal, un minibus neuf avec des hommes qui portaient des vêtements neufs, comme si c'était la première fois. Ce n'était pas des BOP. Un de ces hommes était dehors, un genou à terre, le fusil épaulé ». L'éclairage public fonctionne et permet de distinguer dans une rue adjacente en hauteur, à une cinquantaine de mètres, une petite foule. En son sein, un garçon de 20 ans, « Marouane Jamli jetait des pierres. Marouane regardait le policier (qui avait un genou à terre) et celui-ci lui a tiré dans le cou. » Il tire ensuite sur Ghasan Chniti, 19 ans, qui est en train de s'écarter, « une balle dans le dos », et Yassine Rtibi, 17 ans, deux travailleurs précaires.

Les lycéens soulèvent el corps de Marouane et avancent. « Moi, se souvient Nejmeddine, j'étais derrière eux. Je savais qu'on allait tirer. On était à une centaine de mètres des policiers. Il y a eu trois coups de feu. » Mohamed Omri, un lycéen de 19 ans, et Ahmed Boulâabi, un ouvrier agricole de 32 ans, tombent à leur tour. « On a laissé le corps », se souvient Yazid Alaa, « on est revenu plus tard pour l'amener à ses parents, qui ne savaient pas. »

Chez lui, le docteur Mohsen Saidi attend le retour de son fils aîné lorsqu'un collègue de l'hôpital téléphone : « C'est un massacre. Les policiers sont en train de tuer nos enfants. » Cette nuit-là, on y amène cinquante et une personnes, et parmi elles seize manifestants admis « pour des blessures par balle, dont cinq mortelles ». Le docteur Saidi pratique ce soir-là « la médecine de guerre » : nettoyer les plaies, poser des cathéters et, après les soins de fortune,

envoyer les blessés vers des établissements équipés d'un bloc chirurgical. « Les ambulances venaient de partout, de Sbeitla, de Kasserine, du Kef. »

C'est la deuxième fois, depuis l'immolation de Mohamed Bouazizi, que des manifestants sont abattus par des tirs d'armes létales (...) À Menzel Bouzaïane, le 24 décembre, il s'agissait d'une fusillade dans le contexte confus d'un bâtiment policier pillé et incendié. Les tirs de Thala soulèvent deux questions : dans quelle instance de Tunis a-t-il été décidé de l'envoi d'un dispositif pour des tirs ciblés ? Et de quel niveau procédait l'autorisation d'ouvrir le feu ?

Chapitre 12

Thala, Kasserine, Regueb, 8-10 janvier 2011

À Sidi Bouzid, le mouvement a émergé dans le chef-lieu et les ressources politiques qui y sont concentrées ont contribué à sa propagation. (À Thala), le mouvement part d'une ville de 13 000 habitants pour entraîner la tête du gouvernorat, Kasserine, forte de sept fois plus d'habitants.

Maître Rhimi est une figure du barreau de Kasserine (...). Il a présidé la section de la LTDH jusqu'en 1994 ; le RCD a réussi alors à phagocytter le bureau, dont il est parvenu à rester membre (...) « Les avocats ont un métier bourgeois », reconnaît-il, mais « ils sont les mieux placés pour comprendre l'État et défendre les libertés publiques. Ils sont poussés à jouer ce rôle ». « Nous n'avons joué aucun rôle lors (des événements) du bassin minier. Il ne fallait pas que ça se passe comme ça. On a décidé de sortir du palais de justice en toge noire, pour que nos robes protègent les manifestants de la police », se souvient-il. Ce mardi 4 janvier, des lycéens, des enseignants, des syndicalistes, des chômeurs et des marginaux s'agrègent derrière eux tandis que le cortège se dirige vers le local de l'UGTT.

Le jeudi 6, « une marée lycéenne » envahit les rues du centre-ville, se souvient Abdelwahed Homri, un enseignant de mathématiques qui assume des responsabilités régionales dans le syndicat de l'enseignement secondaire. Kasserine abrite six collèges et cinq lycées, où sont alors scolarisés 6000 lycéens. « Nous étions maîtres de la rue. ». Mais, « à l'exception d'un ou deux responsables, la direction de l'union régionale évitait le siège du syndicat, ce qui énervait les syndicalistes de base », se souvient Samir Rabhi, enseignant de français et militant des droits de l'homme.

Le vendredi 7, après les défilés de la journée, le dédoublement des manifestation s'enclenche, « peut-être en réaction à la nouvelle de l'immolation » d'un jeune à la station d'autobus, selon des témoignages recueillis par Human Rights Watch. En nocturne à la cité Ennour, « les plus violents manifestent et s'en prennent aux locaux qui symbolisent les autorités. Ils brûlent un local municipal, mais pas le dispensaire. Ils ont une conscience », souligne Samir Rabhi.

Kasserine est une ville de 90 000 habitants à une cinquantaine de kilomètres de la frontière algérienne. (...) Dans la cité Ezzouhour, peut-être la plus déshéritée, en dehors de l'artère principale, les rues sont en terre battue et des égouts courent en plein air. Le soir du samedi 8, les nocturnes s'étendent. (...) Vers 21 heures, un adolescent, Salah Dashrahoui, sort de chez lui pour jeter un coup d'œil à l'étal de son père (...). Il avance au milieu des affrontements, jusqu'à ce qu'une balle le tue. Raouf Bouzidi, un mécanicien de 28 ans, essaie

de le soulever, quand il est à son tour touché à la poitrine (...) Voilà une bonne heure déjà que les forces de l'ordre ont abattu trois jeunes à Thala. la coïncidence temporelle interpelle. (...) Comme à Thala, mais aussi à Menzel Bouzaïane, les forces de l'ordre abattent ceux qui cherchent à porter secours aux blessés.

Dans les registres de l'hôpital de Kasserine, les enquêteurs d'Amnesty International et de Human Rights watch ont encore trouvé mention de Yakin Karmazi, un nourrisson de 7 mois décédé le lendemain à cause des gaz lacrymogènes inhalés dans une rue de la cité Ennour, ainsi que mohamed Mbarki, un chômeur de 27 ans frappé d'une balle à la tête à le cité Ezzouhour.

Déjà, lors de l'enterrement de Mohamed Bouazizi à Garaât Bennour, à une cinquantaine de kilomètres de Sidi Bouzid, la foule le traitait comme un *chahîd*. Le psychanalyste Fethi Benslama insiste sur le déplacement de ce mot, du registre théologique vers le séculaire. Il interprète cette immolation par une migration sémantique, « l'apparition d'un martyr immanent ».

C'est une reconnaissance de leur sacrifice que de promener les *chahîds* dans la ville. (À Thala) on voit les processions, les unes derrière les autres, se suivre dans les rues étroites et escarpées de la ville. Certains des hommes qui portent les brancards lèvent un poing. on les entend scander : « Par notre vie, par notre sang, on va défendre notre Tunisie ! » Mais, de la foule, on entend surtout le traditionnel « Dieu est grand et Mahomet est son prophète ». ici, les registres religieux et séculiers se côtoient et se répondent.

Jusqu'aux premiers tirs létaux, l'aspect ludique du mouvement était important. Mais, dès dimanche 9 janvier, après les cinq morts de la nocturne de Thala et les quatre de Kasserine, la participation devient d'une gravité tragique. On sait qu'on risque la mort en manifestant. On assimile d'autant plus rapidement ce fait que les processions funéraires deviennent une cible à Kasserine, mais aussi à Regueb. Dans cette dernière ville, « dans le cortège qui ramenait le corps de Kaddoussi Abderraouf (abattu vers 11h30) de l'hôpital, une rafale a tué Mohamed Jabali, en tête du cortège, devant la mosquée vers 14h30 », témoignent Youssef Salhi et Naceur Zribi, des responsables syndicaux locaux.

À Kasserine, les autorités « empêchent que des dépouilles quittent le domicile familial », se remémorera Samir Rabhi. (...) dans les rues, on scande encore de vieux slogans de la gauche mais en les adaptant au contexte mortifère, « Le fils d' l'ouvrier et du paysan sont plus forts que toi, bourreau du peuple ! », se remémore Samir Rabhi. (...) Cependant, à Kasserine, le soir, malgré les tirs mortels et les sirènes des ambulances qui emmènent les blessés à l'hôpital, les jeunes restent dans la rue ; comme à Thala, où ils lancent quelques cocktails Molotov ; comme à Regueb, où 'ils tentent d'encercler la délégation et le poste de police », rapporteront Youssef Salhi et Naceur Zribi.

Le lendemain matin, lundi 10, à Thala, une foule se rassemble avenue Bourguiba pour un long et tendu face-à-face avec un barrage de policiers adossés à des camions. À Kasserine, les avocats espèrent que le mouvement conduira à une démocratisation du pays. « Jusqu'alors, on parlait de revendications sociales mais, à Kasserine, on parle de révolution politique : Carthage est responsable de la situation de Kasserine et de Sidi Bouzid », témoigne maître Rhimi. Les slogans commencent à évoquer un changement de régime : « Pas de présidence à vie ! », « Le régime doit abandonner le pouvoir ! », « Il faut se débarrasser de la mafia ! », « Il faut donner au peuple sa liberté individuelle et publique ! »

Comment comprendre jour après jour cette acceptation du risque de mourir ? (...) On peut (...) simplement penser, avec Samir Rabhi, que « les deuils s'accompagnent d'une fureur extraordinaire ». Sans négliger le substrat de « la colère accumulée au long des années de pauvreté », rappelle Charfeddine Nasri du haut de sa dizaine d'années de chômage. (...) « On redoute la violence jusqu'à ce qu'on la subisse ; après, on n'a plus peur. En subissant les coups, on devient plus dur. » (...) On peut comprendre que le vrai risque est à ce moment de perdre la fierté acquise dans le soulèvement, dans l'arrachement à une vie d'inespoir après dix années de chômage et d'humiliation.

À Thala, « si les policiers utilisent les lacrymos, (les manifestants) crient “Vas-y, vas-y, j'ai envie de sentir les lacrymos”. Si les policiers tirent, “4ire, tire, j'ai pas envie de vivre !” », rapporte Nejmeddine Guesmi. (...) En ces journées de janvier, retournant jour après jour dans la rue, les manifestants de Kasserine et de Thala s'arrachent à la vie quotidienne sous un régime autoritaire.

Chapitre 13

Sur la Toile, 9-11 janvier 2011

À Kasserine, Cherfeddine Nasri dresse la liste des reçus et des recalés aux concours qu'il a passés : une écrasante majorité de ceux qui réussissent sont de Tunis et de Sfax. « Il y a des réseaux pour réussir des concours comme le Capes ! ». On se souvient d'avoir entendu de grief à Sidi Bouzid dès le rassemblement qui a suivi l'immolation de Mohamed Bouazizi.

Le mouvement de contestation va traverser la frontière invisible qui le sépare des régions plus favorisées en s'appuyant sur les avant-postes de l'arrière-pays que constituent ses enclaves sur la côte, comme Sousse, où les étudiants s'agitent dès la rentrée du 4 janvier : « Les autres universités se taisent. C'est que, à Sousse, les étudiants viennent de l'intérieur », remarque une universitaire dans son journal. (...) « Appelez-le comme vous voulez : des liens familiaux, des liens tribaux (dans les cités de Tunis, il y a des quartiers madjer, ayyari, jlass, fraichich, etc.). »

La diffusion des photos et des vidéos sur Internet trouve des échos dans les quartiers populaires de Tunis. Slim Ayedi, un web-journaliste, y conduit alors des interviews. « Dans ces quartiers, il n'y avait qu'une minorité sur Facebook. La majorité vivait sous le seuil de pauvreté et se levait le matin pour chercher du pain. Les gens avaient peur. Ils ne voulaient pas être filmés. Mais quand ils ont vu les images des morts sur Internet, des gens ont commencé à bouger, au Kram, à Bouselsa, à Salambo, à Dawar Hida. »

À la cité Ettadhamen, un quartier du Grand Tunis construit dans l'illégalité par des migrants de l'intérieur, « beaucoup de gens sont originaires de Kasserine. Des jeunes de ces régions commencent à s'affronter la nuit avec les forces de sécurité », précise son directeur (d'Amnesty International), Lotfi Azzouz. Ce mouvement prend de l'ampleur le lundi 10 janvier en fin de journée : la route de Bizerte est coupée, des distributeurs automatiques de billets sont pillés. (...) En se répandant vers les grands centres urbains, les scènes de pillage qu'on avues à Kasserine se multiplient. la misère est-elle moins grande dans les petites villes enserrées dans un milieu rural ? Ou y a-t-il différentes cultures de la pauvreté ?

Le courage des manifestants, qui refusent d'abandonner la rue malgré le risque de mourir, émeut beaucoup. Ce qui était interprété comme un incident typique de ces régions, où règneraient plus qu'ailleurs les combines, est enfin perçu comme un soulèvement.

Le pays se reconnecte, et ce qui était morcelé redevient partie d'un tout. À Kasserine, comme à Tunis les 25 et 27 janvier devant l'UGTT, les vieux militants reprennent l'hymne du pays, celui qu'ils chantaient à la fin des réunions avant que le régime de Ben Ali n'annexe ce symbole. Et dans ce chant national, écrit par un Égyptien, s'imposent comme slogan les deux seuls vers d'un poète tunisien, Abou el-Kacem Chebbi, un jeune homme de Tozeur disparu du temps de la colonisation : « Quand le peuple décide de s'affranchir, le destin ne peut qu'y répondre, l'iniquité disparaîtra et les chaînes se briseront. » Enfin, les acteurs du soulèvement se réapproprient le drapeau national qui avait marqué, soixante ans plus tôt, la décolonisation et l'indépendance.

Cinquième partie

La nationalisation du soulèvement

Chapitre 14

Sfax, 9-12 janvier 2011

À la direction de l'UGTT de Sfax, on dit facilement que cette métropole industrielle est un des berceaux du syndicalisme tunisien. C'est ici que Ferhat Hached, Habib Achour et leurs camarades ont créé en 1944 l'Union des syndicats autonomes du Sud, à l'encontre d'une CGT rétive à la perspective de l'indépendance. (...) Si la plupart des cadres syndicaux étaient également engagés au Néo-Destour, le parti nationaliste fondé en 1934 autour d'Habib Bourguiba et de ses amis, les questions sociales différencient ces deux pans du mouvement anticolonialiste. Aussi, dès que la Tunisie a gagné son indépendance, il y a eu une série d'éloignements et de rapprochements entre le parti gouvernemental (le Parti socialiste destourien) et la centrale syndicale – avec des tentatives de satellisation, voire d'absorption de l'UGTT.

En janvier 1978, les dirigeants de Sfax ont vécu une épreuve de force entre les autorités et l'UGTT dans un contexte de lutte d'influence au sein du parti gouvernemental, de libéralisation économique et de hausses de prix. (...) Dans le pays, il y a des dizaines de morts, peut-être des centaines, victimes de la répression militaire, dont le général Ben Ali est l'un des responsables. Mais Mohamed Chaâbane insiste : « À Sfax, il n'ya pas eu de morts, la grève était bien organisée. »

Le caractère des dirigeants syndicaux s'est forgé également dans la confrontation d'octobre 1985. Hanté par la grève générale de 1978 et alors que se prépare un plan d'ajustement structurel en lien avec le FMI, le gouvernement s'emploie à phagocyter l'UGTT avant d'assigner à résidence son secrétaire général Habib Achour. À Sfax, « le 23 octobre à partir de 14 heures, ils voulaient une tuerie. Ils sont venus avec des couteaux, ils ont encerclé l'UGTT pour se glisser dans la réunion que nous avons convoquée à 17 heures. À l'époque, les ouvriers n'avaient pas de voitures mais des mobylettes. Les "miliciens" les ont brûlées pour nous faire sortir. Mais on n'est pas tombés dans le piège », raconte Mohamed Chaâbane en souriant. « Nous avons appelé les militants pour qu'ils viennent et nous avons brisé l'encerclement. Le milieu, les traîtres et les policiers ont échoué. »

L'exode rural de la région de Sidi Bouzid se dirige facilement vers Sfax, situé à une heure et demie de voiture. Les nouveaux venus se sont fixés dans des immeubles construits par l'État sur les terres dont celui-ci a la propriété : en bord de mer, dans la zone industrielle qui longe la voie ferrée et sur les rives des oueds. L'attention du gouvernorat voisin va presque de soi. C'est pourquoi la direction sfaxienne de l'UGTT se saisit d'emblée des affrontements à Sidi Bouzid : le dimanche 19 décembre 2010, quarante-huit heures après l'immolation de Mohamed Bouazizi, son secrétaire général publie sous sa signature un communiqué « d'appui » qui met « en garde contre une réponse brutale des forces de l'ordre » et demande « la libération des personnes arrêtées ».

Les dimanches, durant la période de tension, l'union régionale est une ruche : les couloirs dans les étages sont bondés de militants et militantes d'entreprises, les dirigeants sont dans leurs bureaux dès 8 heures et on vient informellement les interrompre pour les saluer. La direction tient un meeting le dimanche 9 janvier 2011. (...) On discutait déjà d'un appel à une grève générale. Mohamed Ali Halouani raconte : « On parlait du Kef et de Bizerte, qui s'interrogeaient. C'était une décision un peu lourde à prendre et chacun y mettait du sien. » « La plupart des secteurs et des adhérents poussaient à une décision de solidarité avec Sidi Bouzid et insistaient pour une grève générale le 12 janvier », se souvient Moncef Ben Ahmed, secrétaire adjoint régional du syndicat de l'enseignement secondaire. Youssef Aouadni précisera : ils souhaitent pousser « le dictateur à quitter le pouvoir », « toutes les tendances étaient contre le régime ».

L'union régionale décide (...) d'une manifestation accompagnée d'une grève générale. Mais on n'annonce pas ouvertement le jour de l'action, pour respecter les formes. Mohamed Chaâbane a un respect pour l'organisation : il en parlera d'abord avec la direction nationale puisque, pour une telle décision, la commission exécutive régionale devrait se réunir sous la présidence du bureau exécutif national. La réunion finie, il se dirige vers une fenêtre et harangue la foule massée dans la rue. Des baffles ont été installés. « Il y a peut-être deux mille personnes » d'après le docteur Ayadi. « C'est un discours clair contre les tueries de Kasserine et Thala. Mohamed Chaâbane prépare les gens à la grève générale.

Les anciens ont en mémoire les grèves générales à Sfax. « Il y a un potentiel de vrais militants qui sont à la hauteur pour toute confrontation – surtout au port, à la Société nationale des chemins de fer, dans le pétrole et la pétrochimie », détaille Moncef Ben Ahmed. Les syndicalistes de base savent ce qu'ils ont à faire : se mettre au téléphone et convoquer des réunions de préparation.

À Tunis, la direction centrale a convoqué pour le 11 janvier une réunion de la commission administrative nationale. (...) Au siège de la direction centrale, l'ambiance est tendue depuis les premiers morts de Thala et Kasserine. (...) Le bureau exécutif se réunit quotidiennement. Abdesslem Jrad, le secrétaire général de l'UGTT, est en contact téléphonique avec Ridha Grira, le ministre de la Défense, et surtout Rafik Belhaj Kacem, le ministre de l'Intérieur, pour tenter d'obtenir la libération des captifs. Mais le ton des conversations avec les ministres est abrupt : « On a été accusés par le gouvernement d'être derrière les événements et d'avoir ouvert les locaux syndicaux » aux opposants, se souvient Abdesslem Jrad. Lors du bureau élargi, Mohamed Chaâbane insiste sur le principe de grèves générales de vingt-quatre heures. Mais, « pour d'autres responsables, ce n'était pas le moment », se souvient-il.

Le soir, Ben Ali intervient à la télévision. Le plus notable dans ses propos est sans doute que trois des cinq décisions annoncées visent à rapprocher le pouvoir des citoyens : tenue d'une « conférence nationale » en février, création d'un espace quotidien à la télévision et à la radio dans chacun des gouvernorats « de manière à multiplier les espaces d'expression des préoccupations et attentes des citoyens et à être en phase avec la réalité dans les régions » (...). Le détail des instructions (...) donne à penser qu'il s'agit de réactiver le clientélisme : va-t-il jusqu'à penser que le RCD ne remplit plus cette fonction ? (...) Le reste de son allocution reprend le canevas de son intervention du 28 décembre. (...) Enfin, il assume avec beaucoup de force une posture « sécuritaire », dénonçant des « bandes cagoulées qui se sont attaquées, durant la nuit, à des établissements publics et ont agressé même des citoyens dans leur domicile, dans un acte terroriste qui ne peut être toléré ». « Terroriste » est un mot clé. Le Président y revient : « Des éléments hostiles, à la solde de l'étranger, qui ont vendu leur âme à l'extrémisme et au terrorisme, manipulés depuis l'extérieur du pays par des parties qui ne veulent pas le bien à un pays déterminé à persévérer et à travailler. » La formule sera explicitée le lendemain, mardi 11, par Samir Lâabidi, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement : « Ces groupes appartiennent à des mouvements religieux et gauchistes ayant pour dessein de semer la discorde. »

À Tunis, ce mardi 11, la commission administrative nationale se réunit en banlieue. On comprend que quelques unions régionales de l'UGTT sont décidées à se lancer dans une grève de vingt-quatre heures de leur propre chef, à l'instar de Sfax. (...) Quelques régions sont pour la grève à coup sûr – Jendouba, Kairouan, Mahdia, Siliana, Sfax et, dans le Grand Tunis, Ben Arous et Nabeul. Il s'ajoute Kasserine, qui est en grève, et Sidi Bouzid. À ces régions s'adjoignent des secteurs dont ceux de l'enseignement primaire et secondaire, des PTT, de la santé. mais il y a des gens qui ont peur de Ben Ali ou qui entretiennent des liens avec le parti au pouvoir : ils cherchent à éviter toute décision », détaille Sami Tahri, le secrétaire général de l'enseignement secondaire.

La commission administrative vote donc (...) le « soutien aux régions sinistrées » et « la solidarité avec les familles des victimes », et reconnaît « le droit des structures syndicales régionales d'observer des mouvements de contestation pour parer aux divers préjudices qu'elles ont endurés avec l'ensemble des populations dans ces régions et le droit des citoyens des autres régions et des divers secteurs professionnels d'exprimer par des marches pacifiques leur solidarité agissante, et ce en coordination avec le bureau exécutif national ». (...) On se met d'accord pour que les mouvements ne convergent pas en une grève générale nationale. « On a l'expérience de (celles de) 1978 et 1985. Il faut éviter une confrontation directe avec le régime », décodera Sami Tahri.

D'un côté, il y a ceux qui n'acceptent pas de mouvements de grève de plus de deux heures et pour qui il s'agit de donner « une alerte » à Ben Ali. De l'autre, ceux qui veulent jeter toutes leurs forces dans des manifestations massives car adossées à des grèves générales de vingt-quatre heures. Les plus âgés savent d'expérience que, si le mouvement échoue, la répression sera impitoyable.

Au palais de Carthage, on s'inquiète sérieusement des grèves générales du lendemain à Kairouan, Tozeur et surtout Sfax. Par-dessus tout, le chef de l'État ne veut pas que le mouvement gagne la capitale. La réunion de la commission administrative n'est même pas close qu'un proche conseiller de Ben Ali appelle le numéro un de la centrale, Abdesslem Jrad, depuis le Palais. « Ben Ali voulait que je le rencontre. J'ai répondu : “Je ne peux pas, je suis en réunion avec la commission administrative.” »

Youssef Aouadni évoque (secrétaire général adjoint de l'UGTT de Sfax) évoque, devant un de ses collègues qui acquiesce, un échange en fin d'après-midi avec le numéro un de la centrale : « Abdesslem Jard m'appelle : "Je suis de Sfax. Je ne veux pas de grève générale ! Regardez le sort de Kasserine et de Sidi Bouzid. Ben Ali est encore fort ! Vous risquez de subir le sort de Thala et de Kasserine." »

Un convoi de renforts policiers quitte Tunis pour Sfax. À Sfax, tôt le matin, on tient des meetings sur les lieux de travail puis on se met en mouvement pour rejoindre les abords de l'immeuble de l'UGTT. e »Des quartiers périphériques, des camions bondés se dirigent vers le centre-ville avec des banderoles qui affichent les noms des quartiers », racontera la géographe Asma Baklouti. La rue change d'échelle. Jusqu'alors, on comptait les manifestants par centaines, voire par milliers ; il y en a ce jour-là des dizaines de milliers. Trente mille. Peut-être plus. Le mouvement gagne en ampleur d'un point de vue politique, social et de genre.

Le mercredi 12 janvier 2011, les forces de l'ordre ont évacué le centre-ville de Sfax. On se dit qu' « elles ont peur », se rappelle Moncef Ben Ahmed, un dirigeant du syndicat de l'enseignement secondaire. (...) À 10 heures, devant l'UGTT, des cortèges ouvriers côtoient des avocats en toge noire, des chômeurs, des étudiants hommes et femmes et des enseignants accompagnés de lycées. la manifestation est jeune (peut-être aux deux tiers), avec un bon contingent féminin. On scande « Contre la pourriture du pouvoir ! », « Dégage ! », « La dignité, la liberté et le droit au travail ». Mohamed Châabane prend la parole pour fustiger le pouvoir et appelle « à ne rien casser ». On se met en branle vers le gouvernorat, on fait le tour du centre, on contourne la vieille ville et on revient vers l'UGTT par la rue Bab-Jebli avant de disperser.

La manifestation de Sfax, par son ampleur et l'absence de confrontation avec les forces de l'ordre, redonne toute leur importance aux défilés diurnes, en les articulant avec une grève générale. Elle encourage les militants et les sympathisants des unions régionales de l'UGTT qui ont décidé de la grève générale le lendemain. Elle retentit dans toutes les régions. Pour certains opposants, la chute du régime devient plausible.

Chapitre 15

Carthage, Tunis, 10-13 janvier 2011

À Tunis, dans la soirée du mardi 11 janvier, les affrontements essaient à partir des quartiers périphériques. (...) Des lycéens en première ligne autour de Bab Jdid (...) À leurs côtés, les supporters du Club africain, le club de foot favori du quartier (...). Le face-à-face avec les policiers n'est pas nouveau et certains jeunes connaissent les policiers par leurs prénoms ou leurs « caractéristiques » : « Celui-là est sadique, s'il te coince tu passes les pires heures de ta vie ! » Les scènes de combat sont filmées et, dès le lendemain matin, les vidéos circulent sur les portables. Chacun veut sa vidéo. En être, c'est être filmé en action !

Le lendemain, mercredi 12, alors que commence la manifestation de Sfax, le président Ben Ali entame une volte-face. Il démet de ses fonctions le ministre de l'Intérieur et le remplace par un politicien sans attaches avec l'appareil sécuritaire, un homme du sud du pays : Ahmed Friaâ. (...) Ben Ali donne des instructions pour créer deux commissions d'enquête, l'une sur la corruption et l'autre sur le maintien de l'ordre – mais sans préciser la

possibilité de sanctions contre les responsables des tirs à balles réelles. La plupart des emprisonnés sont libérés. (...) Mais à Tunis, on emprisonne au ministère de l'Intérieur un responsable politique, Hamma Hammami, le secrétaire général du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), qui a appelé la veille au « départ de Ben Ali » et à « la dissolution des institutions fantoches du régime ».

La confusion enflé dans la capitale alors que, dans le centre-ville, des activistes manifestent brièvement dès le matin rue d'Athènes. On doute du soutien des États-Unis au président Ben Ali : au rassemblement quotidien devant l'UGTT, on a aperçu la première secrétaire de l'ambassade américaine.

Les rumeurs sur l'attitude de l'armée se propagent dans les grandes villes : il se dit désormais que le général Rachid Ammar a été relevé de ses fonctions. Une partie des militaires lâche-t-elle le régime ? Plus simplement, le chef d'état-major veille à ce que des unités militaires ne se joignent pas de leur propre chef à une répression sanglante ; il adresse un télégramme à ses officiers leur interdisant d'ouvrir le feu sans une consultation préalable de leur hiérarchie.

Ce jour-là (mercredi 12), le bilan des tués par les forces de l'ordre s'alourdit. Ø la suite de la manifestation syndicale à Sfgax, un lycéen, Omar Haddad, est abattu et cinq autres personnes sont blessées par balle (...), à Douz, Hatem Ben Atar, un universitaire franco-tunisien, est abattu, ainsi qu'un électricien, Riadh Ben Oun. À Tunis, après l'intervention présidentielle, les forces de l'ordre usent de leurs armes dans le quartier Tadhroun où, selon Amnesty International, elles tuent quatre personnes, dont Malk Habbachi, 24 ans, « abattu par un tireur isolé en tenue anti-émeutes alors qu'il manifestait rue Bia, à proximité de la municipalité, avec d'autres jeunes du quartier ». (...) Des éléments de l'appareil sécuritaire poursuivent-ils de leur propre chef une répression sanglante ? la nomination du nouveau ministre de l'Intérieur et la création de la commission d'enquête sur « d'éventuels débordements » inquiètent-elles des responsables des unités antiémeutes ? Ou le président Ben Ali tient-il un double discours ?

Ben Ali s'est inquiété, le 11 janvier, de l'attitude des puissances occidentales et a pris le temps de recevoir le ministre des Affaires étrangères. la veille, Paris a déploré « les violences », mais sans lâcher le régime ; le 12, devant l'Assemblée nationale, Michèle Alliot-Marie, la ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy, propose de soutenir le pouvoir de Ben Ali en formant ses forces de répression. Mais les relations avec les États-Unis se sont rafraîchies, Ben Ali ayant mal pris les appels à la « modération » et ayant fait convoquer l'ambassadeur américain à Tunis le 10.

À quel moment Ben Ali réalise-t-il que le mouvement le prend de vitesse ? (...) peut-être le matin du 11, quand il apprend que les affrontements ont gagné les quartiers périphériques et populaires de Tunis, Bizerte, Gafsa et d'autres villes, après son intervention télévisée. Ou alors l'après-midi du même jour, quand plusieurs unions régionales de l'UGTT lancent à leur tour leur mot d'ordre de grève générale de vingt-quatre heures pour le jeudi 13, après celle de Kairouan, Sfax et Tozeur le mercredi 12. (...) La sensibilité « indépendantiste » marque des points au sein de l'UGTT.

Le 12 en fin d'après-midi, Abdesslem Jrad se rend au palais de Carthage. « Ben Ali est secoué après la grève à Sfax. » (...) « Il était sur les nerfs », se souvient le secrétaire général de l'UGTT, « il nous a accusés de beaucoup de choses, et il m'a demandé d'annuler la

grève à Tunis. » (...) Dans une menace à peine voilée, le Président lance : « Tu assumes tes responsabilités ? » Le syndicaliste assume (...) : « La décision des grèves est de la responsabilité de la commission administrative et j'ai déjà signé la résolution. Personne n'est en mesure de les annuler. » Abdesslem Jrad se souvient d'avoir ajouté : « Nous ne travaillons pas à déstabiliser le pays mais à protéger les citoyens. » (...) À l'issue du rendez-vous, il dit s'adresser aux journalistes : « J'ai trouvé auprès du président de la République une vision profonde des principaux problèmes et de leurs causes et une volonté de les résoudre. »

Le jeudi 13 janvier au matin, les responsables des quatre unions du Grand Tunis s'attablent pour lancer un mot d'ordre pour le 14. ils sont poussés par les cadres syndicaux de base : « Il fallait aller jusqu'au bout », tient à préciser un ancien responsable syndical. On suit les règles : c'est Belgacem Ayari, un responsable de la centrale, qui met la dernière main au communiqué commun qui appelle pour le lendemain à une grève générale d deux heures et à une manifestation à partir du siège de l'UGTT. « Dans le privé, selon la loi, la grève ne se décompose pas en heures ; deux heures de grève, c'est une retenue d'une journée de salaire », explique Mohamed Ali Boughridi : une fois le travail cessé, les travailleurs poursuivront facilement l'action pour la journée s'ils y sont incités par les militants.

Jeudi 13 janvier (dans la soirée), dans son dernier discours présidentiel, Ben Ali change des statuts. Il propose de quitter le pouvoir dans les formes – au terme de son mandat. D'ici là, tout ce qui concerne la transition serait discutable et amendable : le Code électoral, le Code de la presse et la loi sur les associations. (...) Symboliquement, le despote s'auto-destitue en direct. (...) Il révèle, en creux, qu'il est presque à terre.

« Je vous ai tous compris : le chômeur, le nécessiteux, le politicien et tous ceux qui revendiquent plus de libertés. » Au « chômeur », il annonce en tout et pour tout « une baisse des prix des produits et des services de base », ce qui suppose « d'augmenter le budget des compensations ». (...) Au « nécessiteux », il offre d'abord (...) l'emploi de la derja, l'arabe dialectal. (...) « Les événements qui se produisent aujourd'hui dans notre pays ne nous ressemblent pas. La destruction ne fait pas partie des coutumes du Tunisien, le Tunisien civilisé, le Tunisien tolérant. « Et les tirs à balles réelles non plus, « qui ne sont pas acceptables et sont injustifiables, sauf, Dieu nous en préserve, si quelqu'un cherche à vous arracher votre arme, ou qu'il vous attaque par une arme à feu ou autre chose et qu'il vous oblige à vous défendre ». Il poursuit : « Je voudrais dire que beaucoup de choses ne se sont passées comme je le voulais, s'agissant en particulier des domaines de la démocratie et des libertés. Certains m'ont parfois induit en erreur en me cachant les faits. Ceux-là, ils en rendront des comptes. »

L'ambassadeur de France est rassuré ; il envoie un câble diplomatique à Paris : le discours « peut lui permettre de reprendre la main ». (...) Ceux qui ont été désarçonnés par la volte-face de Ben Ali, ceux qui ont été découragés par la liesse motorisée de ses supporters se reprennent et maintiennent leur décision de manifester le lendemain.

Près d'Ettadhamen, le blogueur Ali Saidane (...) ne commente pas le discours (...) il laisse parler les faits : « Témoignages des médecins de Tunis ce soir. « Skander Mzah, une soirée aux urgences de la Rabta : “Une tuerie, des membres déchiquetés, trois décédés et une vingtaine de blessés graves dont des adolescents. Je suis outré par la bestialité de cette chasse, une vraie chasse car certaines victimes ont été poursuivies jusqu'aux portes de leurs maisons pendant que d'autres, dont un enfant (à l'hôpital Ben Arous), qui se tenait devant la porte, un autre encore a eu une balle en plein cœur À Ben Arous, tous les blocs opératoires sont

occupés ; on a vu des blessés avec une balle entre les deux yeux ou en pleine carotide. Le personnel de Ben Arous est sous le choc. »

Le post mis en ligne, Ali saidane prend le petit-déjeuner. « Maissa, ma fille, me dit : “On va à la manif.” Je lui réponds : “On peut mourir”. Et elle : “Oui, on va à la manif.” »

Chapitre 16

Tunis, 14 janvier 2011

L'UGTT a appelé à se rassembler devant ses bureaux de Tunis, place Mohamed-Ali. Maissa Saidane est aux côtés de son père blogueur, Ali. Ils ont la précaution d'avoir de l'eau et des foulards sur eux pour se protéger au besoin des gaz lacrymogènes.

Une jeune femme, Souder Belhassen, chorégraphe et danseuse, hurle des slogans anti Ben Ali. Elle revient sur l'intervention présidentielle de la veille : « Nous en sommes à plus de soixante-dix morts dans ce pays, mais nous n'avons plus peur. Moi-même, avant ces événements, j'avais manifesté une fois dans ma vie, une fois en près de quarante ans, pour la Palestine. Mais là, je veux que Ben Ali s'en aille. »

À la cité Ettadhamen, des jeunes chômeurs, des précaires, des syndiqués se sont donné rendez-vous à 9 heures. « Au rassemblement, des militants ont pris la parole pour critiquer le discours de Ben Ali. Des gens du RCD sont venus nous agresser », se souvient Ayari Kawther, militante à l'Union des diplômés chômeurs. Ensuite, ils partent en cortège vers le Bardo pour rejoindre le centre-ville, à deux heures et demie de marche.

Des centaines de manifestants passent devant l'ambassade de France. Les cordons de police qui isolaient les bords de l'UGTT de l'avenue Bourguiba ont cédé. Ce n'est pas ce qu'attendaient les diplomates. (...) Sami Tahri et des responsables syndicaux sont en première ligne. « On a poussé les barrages de police », se souvient Mahmoud Achour, secrétaire général adjoint de l'union régionale de Tunis. « Ce n'était pas facile, mais nous étions tellement nombreux. »

Devant le ministère de l'Intérieur, le cortège des avocats est déjà là. Il y a encore peu de monde, amis le fait de se rassembler devant ce haut lieu de l'État autoritaire émeut Abdennaceur Aouini. On scande des slogans, on chante. Dans le cortège qui arrive de l'UGTT, on hurle « Ben Ali, dégage ! », « Ben Ali, assassin ! », « Ben Ali, tyran ». Lina Ben Mhenni n'en revient pas : « D'habitude, devant le ministère de l'Intérieur, on baisse la tête et on accélère le pas. J'ai cru rêver : il y a des gens devant et certains escaladent la façade. » Elle retrouve sadok, son père, devant la bâtiment où il avait été torturé en 1974, quand Habib Bourguiba s'en prenait aux dirigeants de El Amal Etttounsi (l'Ouvrier tunisien).

11 heures

Abdessalem Jrad suit l'évolution de la situation depuis son bureau à l'UGTT, place Mohamed-Ali. Son téléphone sonne : c'est Ahmed Friaâ, le ministre de l'Intérieur : « Monsieur le secrétaire général, ça va être très grave pour le pays ! » « Il a peur que le ministère ne soit envahi et il me demande d'écarter les manifestants ! je lui réponds que ce n'est pas en notre pouvoir. Tout ce que nous pouvons faire est de persuader les manifestants de ne pas s'attaquer au bâtiment. »

Devant le ministère de l'Intérieur, « tout le monde est très marqué par les tueries dans les cités, les quartiers populaires. On décide de faire une minute de silence en l'honneur des martyrs. On passe le message sur Twitter et, à 11 heures, l'avenue se tait », se souvient Lina Ben Mhenni.

Chedli Gari, en ancien responsable syndical, évalue : « La manifestation est plus politisée que celle de Sfax. On scande beaucoup “Pain, liberté, dignité nationale”, “Le peuple décide de faire chuter Bel Ali”, «Le peuple exige le départ de Ben Ali”. » « Le peuple veut renverser le régime ». (...) À Tunis, le 143 janvier 2011, cette affirmation prend la forme d'un engagement solennel par le peuple, qui déclare devant ce bâtiment officiel qu'il est souverain et qu'il prend son destin en main. »

Des manifestants portent des affichettes à bout de bras : « Get our money back », « Vos mains sont sales du sang du peuple », « Game over », « RCD dégage ». On scande beaucoup « Dégage ! ». En réalité, ce mot, qui se prononce « Digage », marqué par son passage par le filtre phonologique de l'arabe, est un terme que les Tunisiens s'étaient approprié. C'est du « français ». Sami Tahri remarque surtout les drapeaux tunisiens, de plus en plus nombreux, et la foule qui grossit. C'est peut-être l'effet des SMS que chacun envoie aux amis pour les inciter à venir. la grève des transports en commun est totale et, pour ceux qui ne possèdent pas de voiture, venir des cités périphériques au centre-ville représente huit ou dix kilomètres à pied, soit deux bonnes heures de marche.

Midi

« Maya Jribi (la secrétaire générale du PDP) était devant le ministère de l'Intérieur et nous tenait au courant » (...) « Ça a pris un tour imprévu avec Internet, la déferlante sur l'avenue Bourguiba était d'autant plus impressionnante qu'elle était alimentée constamment avec de jeunes chômeurs qui arrivaient à pied. Il y a eu un mouvement de panique au sein de l'État et d'une partie de l'état-major, qui voulait mettre les pouces. Vers midi, les cris de “Dégage !” devant le ministère de l'Intérieur ont eu un impact psychologique désastreux sur l'entourage de Ben Ali. »

Des orateurs se dressent et harangent leurs voisins. Maître Aouini se lance à son tour : « Les gens scandent les slogans avec du rythme, comme s'ils s'étaient entraînés dans des salles ou comme si cette masse avait manifesté des dizaines de fois. C'est magique et miraculeux. » La foule devient dense, les gens se serrent les coudes. Cela commence à sentir la victoire : « C'est le moment où j'au su qu'on ne ferait plus marche arrière », assure Maïssa Saidane. Son père Ali parlera d'une « masse compacte » : « Je regarde autour de moi et elle n'a pas de traits en termes de classes sociales et d'âges. C'est une multitude décidée à faire don, à en découdre. (...) Il y en a qui ont donné l'aval au discours présidentiel de la veille. Ils ont du mal à se fondre dans cette masse compacte de la fraternisation qui est née dans l'arrière-pays et les quartiers populaires. Ça me met en colère. »

L'éditeur Samy Ménif est lui aussi frappé du mélange social : « J'ai vu des jeunes publicitaires d'une trentaine d'années, des gens de La Marsa (ville chic de la banlieue de Tunis). »

13h30

Avenue Bourguiba, des espoirs politiques se cristallisent et des plans s'ébauchent. L'étudiante Chatila Hamdouni envisage d'y « passer le jour et la nuit ». « On s'est dit qu'on

resterait tant que Ben Ali ne partirait pas. Un des programmes était d'aller au palais de Carthage. » Maître Aouini est sur la même longueur d'onde : « On s'est dit : si Ben Ali ne part pas, on ne quitte pas la place. On s'est organisés avec des médecins, des syndicalistes, des activistes. On a cherché des tentes. On a fait un collecte pour chercher de l'eau pour les gens. » (...) Vingt minutes plus tard, la police évacue les manifestants se trouvant sous l'auvent surplombant l'entrée officielle du ministère de l'Intérieur en utilisant des grenades lacrymogènes.

14h25

Les gaz lacrymogènes dispersent la foule devant le ministère de l'Intérieur. (...) Les gens essayaient d'entrer dans des couloirs d'immeuble, mais les policiers les suivaient. (...) Dans les rues adjacentes, Maissa Saidane est touchée par « les commerçants qui ont fermé pour la journée et commencent à sortir des bouteilles d'eau et de soda » pour les manifestants atteints par des gaz lacrymogènes. (...) Les manifestants se saisissent de parpaings, de blocs de pierre qu'ils fracassent contre le sol pour produire le plus grand nombre de cailloux possible. (...) Des matraques, des barres de fer, des manches de pioche et même des pieds de chaise. En uniforme ou le plus souvent en civil, ils courent après les manifestants, hommes et femmes, les font tomber par derrière, d'un croche-pied ou d'une bousculade dans le dos, puis cognent.

À une rue de là, Lucas Mebrouk Dolega, un photjournaliste planqué derrière un immeuble, essaie de prendre une photo ; visé à la tête, il reçoit une grenade lacrymogène et décédera trois jours plus tard.

15h21

La télévision annonce que le président Ben Ali a ordonné au Premier ministre de remanier le gouvernement ; l'état d'urgence est proclamé et le couvre-feu élargi de 17 heures à 7 heures.

17 heures

Sur les écrans d'Al-Jazira, le présentateur de Doha annonce : « Pour la première fois avec la voix et l'image, notre correspondant à Tunis, Lotfi Hajji. »

18h35

Agence France-Presse : « ALERTE (18h35). Le président Ben Ali a quitté la Tunisie (sources proches du gouvernement). »

Sixième partie inédits du soulèvement tunisien

Chapitre 17
Dissymétries et soulèvement

Comment comprendre la hâte du président Ben Ali à abandonner son palais de Carthage vers 16h30 alors que, depuis plus d'une heure, les policiers ont dispersé les manifestants de l'avenue Bourguiba sans ménagement et sans difficulté ? Les spécialistes de la Tunisie sont partagés : soit le mouvement a malgré tout fait implorer le pouvoir en place, soit, en prenant prétexte de la rue, il y a eu parallèlement une sorte de révolution de palais.

Sur les vingt-neuf jours qu'a duré le soulèvement, le pouvoir central s'est confronté aux rues de l'arrière-pays, aux villes des steppes durant les vingt-quatre premiers. (...) Quand le soulèvement gagne enfin les grandes agglomérations du littoral, on retrouve cette distinction centralité/périphérie entre les centres-villes et les quartiers populaires, ceux où des gens sont morts, comme dans le Grand Tunis entre le 12 et le 14 janvier. Durant vingt-neuf jours, le soulèvement est une mise en mouvement des périphéries vers les centres.

À compter des répressions sanglantes de Thala, Kasserine et Regueb, les autorités de contrôle d'Internet n'ont pu que constater une forte politisation du trafic sur Facebook. (...) L'automatisation à grande échelle permettait à des effectifs réduits de traiter les renseignements fournis. Mais, quand les mots-clés pour rechercher les internautes suspects ont cessé d'être tabous, le volume à traiter s'est sans doute multiplié, au point de déborder des équipes restreintes.

« Malgré la censure exercée sur l'Internet tunisien, jusqu'au 13 janvier 2011, notamment sur Facebook et YouTube, Takriz et d'autres cyberactivistes réussissaient à déjouer le contrôle en jonglant entre les nouveaux comptes Twitter, plate-forme qui est restée accessible la plupart du temps, et en diffusant les messages (consignes de rassemblement) via les pages Web de certains membres anonymes. Des nouveaux proxys, qui permettaient d'accéder aux sites censurés (...), circulaient sans cesse et étaient fournis notamment par des internautes à l'étranger. Dès que la page était censurée, un nouveau lien était envoyé aux membres et les dirigeait vers le nouveau compte du groupe. La coopération entre Takriz et Anonymous a notamment permis de contourner cette censure. De cette façon, le groupe réussissait tant bien que mal à transmettre les vidéos et les informations aux adeptes, dont le nombre n'a cessé d'augmenter et qui est passé selon nos observations de 12 000 en décembre 2010 à 40 000 en janvier 2011. » L'audience de Takriz aurait donc triplé pendant les vingt-neuf jours du soulèvement.

À trop insister sur la puissance des systèmes de surveillance, l'observateur risque de négliger les ruses des opposants pour contourner la cyberpolice : les ressources familiales ou amicales qu'ils ont mobilisées parmi l'émigration tunisienne ; les bricolages pour rapporter à Tunis, depuis « l'intérieur », des vidéos sur des clés USB quand les transmissions Internet sont devenues incertaines ; la technicité des geeks ; l'ingéniosité des subalternes. L'inventivité a été tout aussi grande avec le détournement des usages numériques par des facebookers à des fins d'évaluation de la situation quotidienne. Il s'est construit une capacité d'agir par en bas, un *empowerment* qui a permis à un mouvement sans direction nationale, sans porte-parole, sans texte de référence, de contraindre au départ, en vingt-neuf jours, Zine el-Abidine Ben Ali, qui était à la tête d'un régime sans doute plus affaibli qu'il n'y paraissait.

Cet inédit a eu des échos presque instantanés dans d'autres pays arabes, mais aussi dans des pays du Nord. (...) L'occupation de la place Tahrir au Caire, en février 2011, après celle de la Kasbah 1 à Tunis, a été suivie par celle de la Puerta del Sol à Madrid le 15 mai, qui s'inspirait explicitement des exemples tunisien et égyptien, tout comme Occupy Wall Street, le 17 septembre.

Sur les photos, le Président était toujours en costume, le visage appliqué. Les légendes transmettaient son intérêt pour les Tunisiens et son attachement au pays. En cela, ses messages ne se différenciaient guère de ceux de ses confrères du Moyen-Orient.

Contre l'imagerie officielle, la vidéo du rassemblement, reprise par Al-Jazira et France 24, met en avant des laissés-pour-compte – la famille de l'immolé (dont la mère aux paroles poignantes), les chômeurs diplômés (dont on faisait de « l'homme calciné » un symbole de la déchéance) – tout en restant relativement discrète sur les opposants politiques ; il faut les connaître pour les identifier.

Le choix qu'ont fait Al-Jazira et France 24 de reprendre ces images a-t-il fait de ces chaînes de télévision, plus que des médiatrices, des « co-créatrices du changement social », comme le propose Lina Khatib ? À Doha comme à Issy-les-Moulineaux, des Tunisiens étaient en position d'influence. (...) Si France 24 émettait depuis peu en arabe, Al-Jazira avait derrière elle une histoire de plus d'une dizaine de décennies. Les rapports du régime tunisien avec la chaîne qatarie étaient tendus, au moins depuis qu'elle avait choisi Lotfi Hajji comme correspondant à Tunis en juin 2004. Il était bien connu des services de police pour son militantisme, y compris dans la section de Bizerte de la LTDH.

Le régime tunisien n'avait pas anticipé le recours aux télévisions arabophones transnationales par un mouvement contestataire. Il avait aussi mésestimé le type de contrôle à mettre en œuvre sur Facebook, qui lui apparaissait comme un média de la vie quotidienne.

L'image choc a été de voir Ben Ali au chevet de « l'homme calciné ». Le contraste était trop fort et ce qui devait être une arme de propagande mettant en scène la compassion du Président a eu un effet boomerang. La stature de Mohamed Bouazizi en s'effondrant grandie. L'image pouvait donner à penser que le Président reconnaissait cet homme de peu comme un sujet politique. Cette séquence a contribué sans doute à transformer l'annonce de son décès en un événement national et émotionnel la semaine suivante. Le Palais a-t-il douté de la performance médiatique du Président ? À partir de cette intervention télévisée, Ben Ali s'est tenu en retrait pendant treize jours.

Il faut insister sur ce point : sur le terrain, sur les vingt-neuf jours du soulèvement, ce n'est qu'au vingt-septième jour, celui de la manifestation organisée par l'UGTT de Sfax, que la possibilité d'une chute du régime a émergé.

« La révolution tunisienne est d'abord à lire comme un événement de langage qui a cassé le mur de la peur et de l'autocensure lorsque des manifestants par milliers ont collectivement crié leur haine du régime, avance la linguiste Nabila Jerad. « Brève, pacifique, sans leaders, sans partis, (la révolution tunisienne) a réuni toutes les classes sociales autour de slogans simples et pragmatiques qui ont catalysé la haine d'un régime policier et corrompu. » Si l'on suit son hypothèse sur « le pouvoir de mobilisation des mots », son insistance sur les slogans, qui « contestent les institutions et constituent des actes de langage exercitifs », on est conduit à réfléchir à la relation entre les visuels et l'oralité du mouvement.

On n'écrit pas dans l'idiome maternel : le dialectal (derja), ou « tunisien ». Aussi, son usage sur le Web, avec le passage de l'oral à l'écrit, ouvrait-il à une grande liberté formelle puisqu'on lançait des mots sans être corseté par des conventions d'écriture. L'inventivité que cela demande avait été aperçue relativement tôt dans la blogosphère. Big Trap Boy, le premier à user du tunisien en 2006, explique : « Je suis obligé d'inventer ce que je garderai après, je

me fabrique des règles, des nouvelles normes d'écriture avec en tête le souci de me rendre plus lisible et plus proche d'une littérature qu'on peut lire. » (...) Le tunisien, avec ses emprunts au berbère, au maltais, au français, avec sa faconde et ses mots crus, détonne dans le monde feutré des blogueurs.

Cet inédit des images révolutionnaires a eu un écho quasi immédiat dans plusieurs pays arabes. « Cet effet domino est un indicateur d'une communauté arabe imaginée et d'une unité de cause enracinée dans des contextes nationaux particuliers », souligne Lina Khatib. « C'est l'image d'une Tunisie libérée de Ben Ali qui a catalysé le printemps arabe », ajoute-t-elle. « Cette image créée par le "public local" en Tunisie a transcendé les frontières nationales. Les photos et les vidéos de Tunisiens joyeux célébrant leur réussite révolutionnaire sont devenues des catalyseurs pour que d'autres Arabes se dressent contre leurs tyrans. »

Chapitre 19

Spontanéité et mémoires

Nulle direction nationale, nul porte-parole, nul texte de référence, et, cependant, en vingt-neuf jours, le président Ben Ali a été poussé à fuir. Voilà un événement déconcertant qui incite à souligner la spontanéité du mouvement. À Sidi Bouzid, certains ressorts de sa propagation sont identifiables, à commencer par le traditionnel sens de l'honneur, le refus du mépris chez les plus jeunes et les frustrations nourries des ratés de la modernisation pour les diplômés chômeurs et leurs parents.

Quinze jours après l'immolation de Mohamed Bouazizi, on n'entendait plus guère « Le travail est un droit, bande de voleurs ! ». Et quand le mouvement a attiré les classes moyennes des villes de la côte, on s'en est tenu à « Dégage ! », comme si les revendications sociales étaient enfouies sous l'impératif politique.

Les générations du syndicalisme étudiant des années 1990 et 2000 étaient peu représentées, bien que ces anciens syndiqués soient souvent les catalyseurs de la mise en mouvement des chômeurs diplômés.

À l'encontre des interprétations strictement spontanéistes, on peut avancer l'hypothèse que ces luttes ont été catalysées par un certain nombre de savoir-faire militants, parfois en sommeil, dispersés dans tout le pays, accumulés lors d'expériences épisodiques d'action collective. Ces savoir-faire se sont combinés aux aspirations à la confrontation de jeunes sans expérience préalable et ont ainsi fait l'objet d'un transfert des uns aux autres.

Certains opposants qui s'étaient lassés des échecs et avaient fini par se résigner les uns au bourguibisme, les autres au benalisme (« des gens en hibernation », pour reprendre la formule de Mahmoud Achour, un responsable syndical tunisois), sont revenus dans l'arène publique, épatés par cette combativité qu'ils ne soupçonnaient pas chez les plus jeunes.

Y a-t-il eu dans les hautes steppes une aspiration dynamique à la co-construction d'un cadre politique commun avec les régions du littoral ? D'une refondation de la République ? C'est une hypothèse forte pour comprendre les parallèles avec l'indépendance. Autour des journées de Kasserine, on se réappropriait des symboles nationaux, le drapeau et l'hymne

national « dans cette révolution vécue comme une seconde indépendance, voire l'indépendance réelle, comme nous l'ont affirmé les révolutionnaires ».

À Thala, dès le début de la répression, le maire et son équipe affiliée au RCD ont quitté la ville par peur des représailles. Les Thaoulas adoptent alors une forme d'autogestion. La très grande solidarité des habitants et l'habitude de se débrouiller par eux-mêmes ont permis cette autogestion : « Pendant deux mois, nous avons aussi organisé des collectes de fonds pour aider les familles pauvres à passer l'hiver. » (...) Un comité local est créé pour gérer les affaires courantes : « Nous avons affiché devant le palais de justice les nouvelles du jour pour que tout le monde sache quelles décisions ont été prises par le comité local » »n rapporte *Le Temps* de Lausanne.

À Regueb, après que cinq habitants ont été abattus, la direction locale de l'UGTT, en lien avec les jeunes révoltés, a lancé un mot d'ordre de grève générale illimitée. Le « comité de grève » gérait les services de base, fixait les heures d'ouverture des boulangeries, organisait l'approvisionnement des citoyens en coordination avec les paysans des alentours qui, pour certains, s'étaient joints aux confrontations dans la ville. Un sit-in permanent avec des tentes a été organisé sur la grande place du rond-point. Après le 14 janvier 2011 et le remaniement gouvernemental, cette dynamique de prise du pouvoir local a servi de tremplin aux mécontents de Menzel Bouaïane qui marchaient vers la capitale. Ils ont été chaleureusement accueillis, et le comité a organisé un convoi motorisé vers Tunis pour un rassemblement de protestation devant le ministère de l'Intérieur puis devant les bureaux du Premier ministre. Au sit-in illimité de la Kasbah, on entendait : « Ils ne voleront pas notre révolution ! »

Mais à Kasserine, le vide du pouvoir local n'a pas été rempli par des autorités issues du mouvement. Le chef-lieu de ce gouvernorat est une ville huit fois plus grande que Regueb. La polarisation sociale y est bien plus marquée et le trafic avec l'Algérie, distante d'une cinquantaine de kilomètres, alimente une économie parallèle importante, sans laquelle la misère serait encore plus grande dans les cités populaires.